

Les indicateurs de gouvernance

Introduction

Par définition, une AMP est un outil de gouvernance. Elle permet de limiter, d'interdire ou de contrôler d'une autre façon les schémas d'utilisation et l'activité humaine à travers un ensemble structuré de droits et de règles. La gouvernance des ressources consiste à gérer les utilisateurs et les intentions des utilisateurs par le biais d'un ensemble de droits, de règles et de stratégies et normes sociales communes. Cela englobe des moyens d'application tels que des mesures de maintien de l'ordre et des sanctions, ainsi que des mesures d'incitation visant à orienter le comportement et l'usage humains. La gouvernance des ressources peut inclure: a) la propriété des ressources, formelle ou informelle, b) les droits d'usage et les lois étayant ces droits; et c) les règles, les droits et les règlements énonçant comment ces ressources peuvent ou ne peuvent pas être utilisées. La gouvernance des ressources est définie par des organisations officielles et la législation, par des organismes traditionnels et/ou des pratiques acceptées. Elle intervient à quatre niveaux apparentés, à savoir, aux niveaux local, de la province/l'état, national, et international. Dans ce guide, nous nous intéressons tout particulièrement à la gouvernance des AMP et des ressources marines.

Les AMP peuvent être gérées selon les trois principaux arrangements suivants: la gestion centralisée, la gestion communautaire (ou locale), et la gestion collaborative (ou cogestion). Ces trois arrangements se distinguent principalement par le degré de participation des parties prenantes et la localisation de l'autorité de gestion et de la responsabilité. La gestion centralisée a tendance à impliquer une participation limitée des parties prenantes, et l'autorité et la responsabilité de gestion reviennent à une agence centrale ou une administration publique. La gestion communautaire ou locale implique une forte participation des parties prenantes locales et l'autorité et la responsabilité de gestion se situent au niveau de la communauté ou au niveau local. La cogestion consiste en un partage de l'autorité et de la responsabilité entre le gouvernement et les parties prenantes locales. Elle peut prendre diverses formes et implique un haut niveau de participation des parties prenantes. Ce guide doit permettre d'évaluer les AMP qui sont régies selon l'un des trois arrangements susmentionnés.

Le présent guide met largement l'accent sur la participation à la gestion des AMP; l'expérience montre en effet qu'une AMP créée à proximité d'établissements humains et ne prévoyant ni la participation des parties prenantes ni de consensus, peut être vouée à l'échec. Lorsque les acteurs locaux prennent largement part à la planification et à la gestion d'une AMP, ils ont un sentiment plus important d'appropriation de l'AMP, ce qui se solde par un succès plus

conséquent et plus durable en matière de conservation. Cela ne veut pas dire que toutes les AMP ont ou devraient avoir une forte participation des parties prenantes. Bon nombre d'AMP à gestion centralisée donnent également de bons résultats. Il est par conséquent essentiel de bien comprendre les composantes sociales, économiques, politiques et de gouvernance d'une AMP. Aussi faudrait-il analyser tous les indicateurs conjointement de façon à pouvoir identifier et examiner les liens entre les indicateurs socio-économiques et les indicateurs de gouvernance. Sur les 16 indicateurs de gouvernance, certains mesurent la participation des parties prenantes, notamment G9, G11, G12 et G13. Chaque indicateur mesure un aspect distinct de la participation des parties prenantes à la gestion des AMP.

La plupart des indicateurs de gouvernance s'attachent à mesurer les buts et les objectifs et sont, dans de nombreux cas, de véritables indicateurs «de processus» et indicateurs «d'intrants» (par exemple, G14 et G15 pour l'application et G10 et G11 pour la formation). Quelques-uns sont des indicateurs «d'extrants» (par exemple G3 pour le plan de gestion et G12 pour la satisfaction des parties prenantes), mais il n'y a aucun indicateur «de résultats».

Par définition, une aire marine protégée impose de nouvelles dispositions en matière de droits de propriété en restreignant ou en interdisant l'accès au site. Aucun indicateur individuel sur les droits de propriété n'a été développé en tant que tel. L'AMP peut entraîner des modifications des droits de propriété dans les zones qui l'entourent, mais les méthodes visant à identifier les changements des droits de propriété ont été jugées trop complexes et extérieures au domaine de compétence du gestionnaire d'AMP. Au besoin, une étude complémentaire pourrait être menée sur les droits de propriété dans les limites de l'AMP.

Les frais de transaction, les coûts d'obtention des informations sur les ressources et sur ce que les utilisateurs en font, les coûts des prises de décisions collectives, et les frais d'exploitation, font partie de l'arrangement sur la gestion de l'AMP. Les frais de transaction peuvent augmenter ou diminuer avec le temps suivant les dispositions administratives, les fonctions de gestion, et l'efficacité avec laquelle l'AMP est gérée. Alors qu'il offrirait des données importantes sur l'efficacité de la gestion, aucun indicateur n'a été développé une fois de plus en raison de la difficulté à mesurer les frais de transaction. Toutefois, à titre substitutif, les modifications et tendances du budget de l'AMP peuvent être analysées à travers les informations provenant de l'indicateur G6 – Disponibilité et affectation des ressources administratives de l'AMP.

Figure 4 Buts, objectifs, indicateurs de gouvernance

Tableau récapitulatif

Buts (n=5) et objectifs (n=21) de gouvernance couramment associés à l'utilisation d'une AMP

Correspondance entre les indicateurs de gouvernance et les buts et objectifs communs

		G1 G2 G3 G4 G5 G6 G7 G8 G9 G10 G11 G12 G13 G14 G15 G16															
BUT 1	Structures et stratégies de gestion efficaces	BUT 1															
1A	Planification de la gestion et processus efficaces																
1B	Règles sur l'utilisation et l'accès aux ressources clairement définies et socialement acceptables																
1C	Organismes de décision et de gestion présents, efficaces, et responsables																
1D	Ressources humaines et financières suffisantes et utilisées efficacement																
1E	Système de gouvernance local et/ou informel reconnu et intégré, sur le plan stratégique, dans la planification de la gestion																
1F	Surveillance, évaluation et adaptation efficace du plan de gestion assurées périodiquement																
BUT 2	Structures juridiques et stratégies de gestion efficaces	BUT 2															
2A	Existence d'une législation adéquate																
2B	Instauration ou optimisation de la compatibilité entre les dispositions juridiques (formelles) et locales (informelles)																
2C	Intégration dans la législation nationale et/ou locale des droits et obligations énoncés dans des instruments juridiques internationaux																
2D	Instauration ou optimisation de la compatibilité entre les droits et obligations internationaux, nationaux, de l'état et locaux																
2E	Applicabilité des dispositions																
BUT 3	Participation et représentation efficaces des parties prenantes	BUT 3															
3A	Représentativité, équité, et efficacité des systèmes de gestion collaborative																
3B	Renforcement des capacités des utilisateurs de ressources à participer à la cogestion																
3C	Consolidation et amélioration de l'organisation et de la participation de la communauté																
BUT 4	Renforcement de la conformité des utilisateurs de ressources au plan de gestion	BUT 4															
4A	Amélioration de la surveillance et du contrôle des zones côtières																
4B	Plus grande disposition des personnes à adopter des comportements compatibles avec la gestion durable																
4C	Renforcement des possibilités et capacités à utiliser les ressources de façon durable																
4D	Augmentation de la participation des utilisateurs aux activités de surveillance, suivi et application																
4E	Maintien ou amélioration de l'application de la loi et des réglementations																
4F	Facilitation de l'accès au plan de gestion, de la transparence et simplicité et encouragement à la conformité																
BUT 5	Gestion et réduction des conflits sur l'utilisation des ressources	BUT 5															
5A	Gestion et/ou réduction des conflits: 1) au sein des groupes d'utilisateurs et entre eux, et/ou 2) entre les groupes d'utilisateurs et la communauté locale ou entre la communauté et les personnes extérieures																

Que signifie «niveau de conflit sur les ressources»?

Le niveau de conflit sur les ressources associées à l'AMP permet de mesurer la nature et les caractéristiques des conflits liés à la planification, la gestion et la prise de décisions concernant l'AMP.

Par conséquent, le terme «conflit» peut s'appliquer à une quelconque situation où il existe un désaccord au niveau des intérêts ou des idées. Dans le contexte d'une AMP, cela signifie généralement qu'un ou plusieurs groupes ont des intérêts opposés à ceux de l'AMP. Il est souvent très difficile de définir précisément les limites des conflits sur les AMP parce qu'ils s'inscrivent généralement dans un contexte culturel, économique, politique et social particulier. Mais, dans la mesure où il représente une forme d'interaction productive entre différents intérêts et valeurs en concurrence, le conflit est une fonction utile et omniprésente dans une société dynamique.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

L'utilisation de cet indicateur permettra d'observer si les conflits associés à l'AMP ont tendance à augmenter ou à diminuer avec le temps, et de déterminer la nature et les caractéristiques des conflits. Ces informations peuvent servir à évaluer dans quelle mesure la gestion de l'AMP répond aux conflits associés à l'AMP.

Le personnel des AMP est confronté à un véritable défi: essayer de réagir aux conflits pour éviter des conséquences improductives tout en protégeant le bien-être des hommes et l'environnement naturel. Les conflits autour des AMP sont inévitables car, par exemple, lorsqu'une zone devient non exploitable, de nouveaux droits et de nouvelles règles pour l'utilisation des ressources marines sont mises en œuvre, et les intérêts individuels et collectifs des ressources marines sont affectés.

Comment collecter les données?

Pour évaluer les conflits, il convient de collecter systématiquement les informations sur les conflits

Exigences

- Informateurs clés.
- Interviewer.
- Papier/crayon.
- Procès-verbaux des réunions pour la gestion du conflit (si disponibles).

associés à l'AMP. Le conflit est dynamique, de nouveaux conflits survenant en permanence tandis que d'autres sont en cours de gestion ou de résolution. À ce titre, le processus d'évaluation des conflits doit aussi être dynamique, et les informateurs clés sont interrogés périodiquement afin d'identifier l'existence et les caractéristiques des conflits associés à l'AMP.

La première étape de l'évaluation du conflit consiste à vérifier l'existence du conflit. Cela peut s'avérer plus difficile qu'il n'y paraît à première vue, car les conflits ne sont pas toujours de notoriété publique et peuvent être connus seulement d'un petit groupe de parties prenantes. Par ailleurs, ils peuvent faire surface à travers les systèmes traditionnels de gestion des conflits (des pêcheurs rendant visite à un ancien pêcheur ou à un dignitaire du village) qui reflètent le contexte socioculturel spécifique au site, ou à travers des forums plus officiels et davantage ouverts au public (tels que des réunions municipales) prévus à cet effet. Il sera nécessaire d'identifier des informateurs clés dans le périmètre de l'AMP, tels que des fonctionnaires municipaux, d'anciens pêcheurs, des notables de village, des organismes communautaires, et le gestionnaire de l'AMP, en vue de les interroger sur l'existence d'éventuels conflits liés à l'AMP. Il conviendra de distinguer les conflits liés à l'AMP des autres types de conflits pouvant exister dans la communauté.

La seconde étape consiste à identifier les questions en jeu dans le conflit et les parties prenantes concernées. La dimension des classes sociales oppose souvent les gestionnaires de ressources à ceux qui ne possèdent rien mais dont la subsistance dépend des ressources. Des conflits peuvent se produire à différents niveaux: au sein des ménages, aux niveaux local, régional, sociétal et global. Ils peuvent passer d'un niveau à l'autre à travers de multiples points de contact et être d'intensité variable: de la confusion et frustration ressenties par les membres d'une communauté à l'égard de politiques de gestion sur lesquelles la communication a été insuffisante à des affrontements violents entre des groupes et le gouvernement.

Afin de déterminer les caractéristiques du conflit, il convient de se poser les questions suivantes lors de l'évaluation du conflit:

- Quelles sont les parties prenantes concernées?
- Quelles sont les questions en jeu dans le conflit?
- Quelle est la durée du conflit (quand a-t-il commencé, se poursuit-il, depuis quand est-il résolu)?
- Quels sont les dirigeants/porte-parole?
- Quelle est l'intensité du conflit?

Se rapporte aux buts et objectifs

G1

BUT 5
5ANiveau de difficulté
3
1-5

NOAA PHOTO LIBRARY

Un récif corallien haut en couleurs illustrant la diversité et l'attrait des aires marines protégées.

G1

- Quelle est la portée du conflit?
- Le conflit se poursuit-il?
- Le conflit a-t-il été géré ou résolu?
- Comment et par qui le conflit a-t-il été géré ou résolu?
- Qu'a-t-il été convenu?

Au besoin, des informations plus détaillées sur le conflit peuvent être obtenues en interrogeant les dirigeants/porte-parole et, si approprié, la personne ou l'institution qui a mené la négociation, la médiation ou l'arbitrage du conflit.

Certaines AMP ou communautés ont instauré un forum ou un comité pour la gestion des conflits, qui se réunit de façon périodique ou à la demande. Elles conservent les actes ou procès-verbaux des réunions qui pourraient fournir des informations pour répondre aux questions ci-dessus. Il convient de prendre contact avec le gestionnaire de l'AMP ou le dirigeant communautaire pour savoir s'il existe un tel forum ou comité pour la gestion des conflits.

Comment analyser et interpréter les résultats?

L'évaluation des conflits fournira des informations détaillées sur chaque conflit associé à l'AMP. Rapportez ces informations dans un bref compte-rendu. Préparez un tableau matriciel des conflits associés à l'AMP, montrant pour chaque conflit: la question concernée, les parties prenantes, la durée, l'intensité, la portée, le statut (en cours/géré/résolu), et le mode de gestion/résolution.

Points forts et limites

Analysées sur la durée, ces informations peuvent renseigner le gestionnaire de l'AMP sur les ques-

Produits

- Un compte-rendu qui informe sur la nature et les caractéristiques des conflits associés à l'AMP.

tions en jeu, les parties prenantes et les approches adoptées en matière de gestion/résolution. Elles peuvent aussi indiquer si les conflits associés à l'AMP ont tendance à augmenter ou à diminuer.

Il peut s'avérer difficile de distinguer les conflits associés à l'AMP des autres types de conflits existant dans la communauté.

Références et liens Internet utiles

- Borrini-Feyerabend, G. (ed.) (1997). *Beyond Fences: Seeking Social Sustainability in Conservation*, 2 vols. UICN, Gland, Suisse.
- Buckles, D. (ed.) (1999). *Cultivating Peace: Conflict and Collaboration in natural Resource Management*. International Development Research Centre, Ottawa, Canada et World Bank Institute, Washington, DC, USA.
- Lewis, C. (1996). *Managing conflicts in protected areas*. UICN, Gland, Suisse et Cambridge, Royaume-Uni.

▼ **Un atelier avec les pêcheurs Imraguen au Parc national du Banc d'Arguin, Mauritanie. Les gestionnaires d'AMP sont soucieux de limiter les conflits relatifs à l'utilisation des ressources entre les groupes de parties prenantes car de tels conflits risquent de compromettre l'efficacité des efforts de gestion.**



© WWF-CANON/MARK EDWARDS

Que signifie «existence d'un organisme de décision et de gestion»?

Cet indicateur permet d'établir dans quelle mesure il existe une institution reconnue qui assure la gestion et l'utilisation d'une AMP, la transparence des processus de planification de la gestion, l'instauration des règles et réglementations, et leur application.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

L'existence d'un organisme de décision et de gestion de l'AMP légalement mandaté conduira à une gestion plus professionnelle, plus efficace et plus responsable de l'AMP, et facilitera par là même ses chances de succès. Dans certains cas, l'organisme de gestion (le groupe mettant en œuvre le plan de gestion de l'AMP) peut également être l'organisme de décision; il faut d'ailleurs noter que l'AMP a plus de chances d'être efficace lorsque les processus gestionnaires et décisionnels sont assumés par un seul et même organisme.

Comment collecter les données?

Premièrement, les institutions qui ont quelque autorité et responsabilité en matière de décision et de gestion concernant l'AMP (à l'échelle internationale, nationale, régionale ou municipale) doivent être identifiées. Ces informations sont généralement disponibles dans le plan de gestion de l'AMP. Un plan de gestion typique comprend un organigramme indiquant les lignes d'autorité et de responsabilité pour la gestion de l'AMP. Si un tel organigramme n'existe pas, il peut être élaboré grâce aux entretiens avec le personnel de l'AMP. La distance (à la fois géographique et administrative)

Exigences

- Plan de gestion de l'AMP.
- Documents relatifs à la constitution en personne morale de l'organisme de décision et de gestion de l'AMP.
- Localisation de l'organisme de décision et de gestion de l'AMP.
- Identification du personnel de l'AMP.
- Dates et lieu de réunions de l'organisme.
- Un interviewer.
- Papier/crayon.

séparant l'organisme de décision et de gestion de l'AMP doit être évaluée, comme doivent l'être la hiérarchie des organismes et les relations existant entre les organismes.

Deuxièmement, il convient d'identifier une personne responsable du fonctionnement de chaque organisme afin d'en confirmer l'existence. Au cours d'un entretien, cette personne soumettra les documents expliquant le fonctionnement et les pouvoirs dudit organisme.

Troisièmement, la base juridique, formelle ou informelle, de l'organisme devra être retrouvée et consignée à partir des documents constitutifs, plans ou autres documents.

Quatrièmement, la fréquence des réunions de l'organisme de décision devra être indiquée. Il s'agira ensuite d'observer le fonctionnement de l'organisme lors d'une réunion, ainsi que le processus décisionnel et les rôles et responsabilités des différents acteurs.

Facultativement, les informateurs clés (utilisateurs de ressources) de la communauté pourront être interrogés pour identifier qui, selon eux, détient l'autorité et la responsabilité de décision et de gestion pour l'AMP, et comment elles sont exercées.

Comment analyser et interpréter les résultats?

Élaborez un organigramme de l'AMP faisant état de tous les organismes ayant quelque autorité et responsabilité en matière de décision et de gestion. Préparez un rapport sur l'autorité, la responsabilité, et le mandat (formel/informel, juridique) de chaque organisme.

Points forts et limites

Cet indicateur énumérera et décrira chaque organisme de décision et de gestion associé à l'AMP, mais il n'aura pas pour vocation d'évaluer l'efficacité, la crédibilité et la responsabilisation de l'organisme. Une enquête plus complète devra être réalisée pour recueillir de telles informations.

Produits

- Liste et description des différents organismes de décision et de gestion de l'AMP, y compris la description de leur mandat relatif aux décisions en matière de gestion.

Se rapporte aux buts et objectifs

BUT 1
1c

Niveau de difficulté
2
1-5

G2



TONI PARRAS

▲ Dans une gestion efficace d'AMP, les processus décisionnels impliquent généralement plusieurs parties et la contribution des parties prenantes.

Références et liens Internet utiles

Berkes, F., Mahon, R., McConney, P., Pollnac, R. et Pomeroy, R. (2001). *Managing small-scale fisheries: alternative directions and methods*. International Development Research Centre, Ottawa, Canada. Disponible à l'adresse suivante: www.idrc.ca/booktique

Encadré G1

EXEMPLE SUR LE TERRAIN

Dans la Réserve marine d'Extrême-Orient, en Russie, outre l'administration de l'AMP (les directeurs et leurs adjoints), il existe une commission scientifique comprenant non seulement les scientifiques de l'Institut pour la biologie marine mais aussi un groupe de spécialistes renommés d'autres institutions scientifiques. Un Conseil pour le développement durable a été mis en place à des fins consultatives, avec la participation des principales parties prenantes locales, des organismes chargés de l'application et des agences environnementales.

Que signifie «existence et adoption d'un plan de gestion»?

Cet indicateur permet d'établir s'il existe un document exposant l'ensemble des buts et objectifs à atteindre pour l'AMP et la structure institutionnelle du système de gestion, et un dossier des mesures de gestion, et si ce plan est applicable.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

Le plan de gestion de l'AMP fixe les orientations stratégiques du programme de gestion de l'AMP. La gestion efficace de l'AMP est basée sur la réalisation des buts et objectifs grâce à l'utilisation de mesures de gestion appropriées. L'existence et l'adoption d'un plan de gestion impliquent qu'il existe des orientations et des actions stratégiques pour la mise en œuvre de l'AMP. Un plan applicable signifie qu'il existe un support législatif pour sa mise en œuvre.

Comment collecter les données?

Premièrement, il conviendra d'aller trouver le gestionnaire de l'AMP et de lui demander une copie du plan de gestion de l'AMP et de la législation à l'appui de l'AMP aux niveaux national et/ou local.

Deuxièmement, une liste de contrôle devra être préparée avec toutes les informations énumérées à droite ci-contre.

Comment analyser et interpréter les résultats?

À l'aide de cette liste, préparez un rapport sur l'existence du plan, son adoption, son contenu/ses caractéristiques, et l'applicabilité (base juridique) du plan.

Le présent indicateur nous révèle que l'AMP est guidée par des buts et objectifs visant à la réalisation de certains résultats (par exemple, conserva-

Exigences

- Nom et adresse du gestionnaire de l'AMP ou de l'organisme de gestion.
- Dates et lieux arrêtés pour les réunions avec le gestionnaire de l'AMP.
- Plan de gestion.
- Législation à l'appui de l'AMP.
- Papier/crayon.

tion, protection, recherche) et qu'il existe une stratégie de base pour atteindre ces buts et objectifs, et un mandat juridique pour la mise en œuvre du plan global.

À la place d'un plan de gestion formel, il peut y avoir dans certains cas un plan de gestion informel ou des buts et objectifs convenus par les parties associées à l'AMP. Cela devra être noté et décrit dans le rapport.

Se rapporte aux buts et objectifs

BUT 1
1A

Niveau de difficulté
2
1-5

Liste de contrôle des aspects concernant l'existence et l'adoption d'un plan de gestion

- 1) Existence effective du plan sous la forme d'un document imprimé.
- 2) Examen du plan de gestion pour déterminer les éléments suivants:
 - a) date du plan en cours
 - b) date d'éventuelles mises à jour
 - c) adoption du plan
 - d) date d'adoption
 - e) signataires pour l'adoption du plan
 - f) niveau d'adoption du plan (international, national, régional, municipal, local).
- 3) Exhaustivité du plan. Il couvre les éléments suivants:
 - a) buts
 - b) objectifs
 - c) stratégie de gestion
 - i) comités consultatifs
 - ii) accords interorganismes
 - iii) limites
 - iv) plan de zonage
 - v) réglementations
 - vi) plan d'études sociales, culturelles et de ressources
 - vii) plan de gestion des ressources
 - viii) plan d'interprétation
 - d) administration
 - i) personnel
 - ii) formation
 - iii) installations et matériel
 - iv) plans budgétaire et d'exploitation, sources financières
 - e) surveillance et application
 - f) contrôle et évaluation de l'efficacité du plan.
4. Applicabilité du plan. Existe-t-il une législation au niveau national ou local, fournissant une base juridique au plan et permettant de faire appliquer les mesures de gestion?

4

INDICATEUR DE GOUVERNANCE

Compréhension locale des règles et réglementations de l'AMP

Points forts et limites

L'existence d'un plan de gestion de l'AMP ne garantit absolument pas qu'il est de bonne qualité, que les parties intéressées s'y conforment ni que les utilisateurs des ressources locales reconnaissent sa légitimité. La mise en œuvre d'un plan de mauvaise qualité ou inadéquat peut être pire que l'absence de plan.

Il convient de noter que dans le cas d'une AMP privée, la rubrique «exhaustivité du plan»

Produits

- Rapport sur le plan de gestion.

mentionnée ci-dessus peut ne pas être aussi détaillée, la présente liste faisant référence à la reconnaissance de l'AMP par une autorité nationale ou locale. Dans le cas des AMP privées, il vaut mieux définir l'exhaustivité du plan à travers les droits et règles indiquées par l'AMP privée.

Références et liens Internet utiles

Hockings, M., Stolton, S., Dudley, N. et Parrish, J. (2002). *The Enhancing Our Heritage Toolkit, Book 2*. pp. 24-30. Disponible à l'adresse suivante: www.enhancingheritage.net

Salm, R.V., Clark, J.R. et Siirila, E. (2000). *Marine and Coastal Protected Areas: A Guide for Planners and Managers (3rd Edition)*. Chapitre 2. «Site Planning and Management». UICN. Washington, DC, USA.

Encadré G2

EXEMPLE SUR LE TERRAIN

À la Réserve de biosphère côtière de Sian Ka'an au Mexique, le plan de gestion actuel est le résultat d'un examen réalisé en 1996. Ce plan de gestion a pour principal objectif de servir d'outil d'intégration, de suivi et d'évaluation des stratégies de protection et d'utilisation durable des ressources naturelles. Il offre un instrument de planification et de réglementation, à travers l'instauration des activités, des actions et des réglementations de base pour la gestion et l'administration de l'aire protégée.

Le plan de gestion comprend une description des caractéristiques d'utilisation des ressources physiques, socioculturelles et naturelles de l'AMP. Après l'énumération des principaux objectifs de la Réserve, le plan de gestion énonce la stratégie à court, moyen et long termes, basée sur les buts suivants:

- Garantir l'intégrité physique de l'aire.
- Promouvoir une utilisation raisonnable des ressources naturelles.
- Favoriser la participation et la représentation sociales dans la gestion et l'utilisation durable des ressources naturelles.
- Guider la recherche et l'éducation vers une meilleure compréhension et une meilleure utilisation des ressources naturelles de l'aire et des avantages en

découlant pour la région sur le plan de l'environnement.

- Garantir le financement en vue d'assurer le fonctionnement permanent et continu de l'aire.

Sur la base des buts précités, le plan de gestion est divisé en cinq sections (avec des sous-sections) décrivant respectivement les objectifs et stratégies de mise en œuvre spécifiques. Il comprend une section décrivant le cadre juridique de base et une annexe dans laquelle sont fixées les réglementations concernant l'utilisation et le zonage dans les limites du plan de gestion (zones centrales, zones tampons et zones critiques).

Le plan de gestion n'est pas un instrument juridique car il n'a pas été publié au journal officiel de la Fédération. Lors de sa création, la direction de la Réserve de biosphère côtière de Sian Ka'an n'était pas consciente de l'importance de publier officiellement son plan de gestion, et ce dernier a été publié comme un document de politique publique sur la gestion de l'aire protégée. Bien que le plan de gestion ne soit pas reconnu en termes juridiques, les utilisateurs des ressources locales reconnaissent respect et observent ses réglementations. Cela signifie qu'ils reconnaissent l'autorité de l'organisme de gestion et, dans certains cas, collaborent avec ses responsables en vue d'atteindre les buts et objectifs communs.

Que signifie «compréhension locale des règles et réglementations de l'AMP»?

La compréhension locale des règles et réglementations de l'AMP par la communauté permet d'établir dans quelle mesure les parties prenantes sont au courant des règles et réglementations et comprennent leur signification.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

Les règles et réglementations de l'AMP définissent spécifiquement les actes exigés, autorisés et interdits par les parties prenantes et les organismes gouvernementaux au sein de l'AMP. Lorsque les parties prenantes connaissent et comprennent les règles et réglementations pour la gestion de l'AMP, cette dernière a de plus grandes chances de succès. En revanche, les parties prenantes risquent de violer les règles et réglementations si elles ne les comprennent pas bien, voire pas du tout.

Comment collecter les données?

Il conviendra d'interroger un échantillon de parties prenantes à l'aide d'un questionnaire pour déterminer si elles sont au courant des règles et réglementations de l'AMP et dans quelle mesure elles les comprennent. Dans le cas d'une aire de grande dimension, il se peut qu'il existe un grand nombre de règles et de réglementations avec de légères variations temporelles ou spatiales qui devront être prises en compte lors de la conception du questionnaire.

▼ **En vue d'une gestion efficace, les règles de l'AMP doivent être accessibles, clairement formulées et comprises par tous les utilisateurs potentiels.**

Exigences

- Exemplaire du plan de gestion de l'AMP.
- Exemplaire des règles et réglementations de l'AMP.
- Questionnaire à utiliser pour interroger les informateurs clés.
- Données sur les violations des règles et réglementations
- Un interviewer.
- Papier/crayon.

Se rapporte aux buts et objectifs

BUT 1

1B

BUT 4

4F

Niveau de difficulté 3 1-5

G4

Premièrement, les règles et réglementations pertinentes de l'AMP ainsi que les institutions qui émettent chaque règle et réglementation devront être listées et brièvement décrites.

Ensuite, une série de questions devra être posée pour déterminer si ces règles sont connues et comprises. Toute discussion illustrant ce que pensent les répondants à ce sujet devra être enregistrée. Les questions à poser incluent notamment:

1. Savez-vous qu'il existe des règles et réglementations pour la gestion de l'AMP? Oui _____ Non _____
2. Quelles sont ces règles et réglementations? Veuillez énumérer toutes celles que vous connaissez.
3. Quelles institutions ont élaboré et émis chaque règle et réglementation?



Toni Pararas

4. Pour chaque informateur, il convient de demander s'il trouve les règles et réglementations claires et simples:
- 1 = règles et réglementations très complexes et difficiles à comprendre
 - 2 = règles complexes et difficiles à comprendre
 - 3 = règles moyennement complexes
 - 4 = règles simples et faciles à comprendre
 - 5 = règles très simples et faciles à comprendre
5. Estimez-vous que le processus d'élaboration des règles et réglementations a été participatif?
6. Avez-vous le sentiment de vous approprier les règles et réglementations?
7. Pensez-vous que les règles et réglementations sont crédibles et pertinentes?
8. Pensez-vous que les règles et réglementations sont socialement acceptables ou inacceptables pour les parties prenantes?
9. Quelles règles et réglementations jugez-vous acceptables ou inacceptables?
10. Pourquoi?
11. Pourquoi les règles et réglementations ont-elle été conçues telles qu'elles sont?

Ces données pourront être collectées au début du projet et chaque année par la suite.

Comment analyser et interpréter les résultats?

Disposez toutes les réponses au questionnaire sous forme de tableau. Appliquez aux données une analyse statistique simple (médiane, mode, écart type). Analysez le pourcentage de règles et réglementations de l'AMP que les individus sont en mesure de citer pour mesurer leur niveau de connaissance et de compréhension. Présentez les résultats dans un rapport descriptif avec des tableaux. Consignez toute discussion intéressante sur la connaissance et compréhension des règles et

Produits

- Description des règles et réglementations telles qu'elles sont comprises par les parties prenantes.

Encadré G3

EXEMPLE SUR LE TERRAIN

Compte tenu du nombre de panneaux indicateurs installés, des non moins nombreuses initiatives de portée publique et du traitement par les médias, on pourrait supposer que le public connaît bien les règles et réglementations du sanctuaire marin Bird Island, dans le Commonwealth des îles Mariannes du Nord. Mais, de récents événements et infractions semblent indiquer le contraire. Une enquête réalisée auprès des utilisateurs du site, notamment les non-anglophones tels que les plongeurs autonomes japonais, risque d'apporter plus de lumière sur la compréhension des règles par cette communauté (y compris les opérations de plongée). Les infractions connues étant toutes en rapport avec la capture d'espèces protégées, on peut penser qu'une meilleure compréhension des règles et réglementations permettrait d'accroître l'efficacité de la gestion sur ce site.

réglementations qui pourrait être utile pour étayer les règles et réglementations ou au contraire pour les réviser. Les réponses devraient être vérifiées par recoupement par rapport aux règles et réglementations figurant dans le plan.

Points forts et limites

À noter toutefois une limite de cet indicateur: il ne mesure pas le niveau d'implication des parties prenantes dans l'élaboration des règles et réglementations, ni leur perception de l'équité des règles et réglementations. Il convient de souligner que, dans certains cas, des personnes qui n'apprécient pas certaines règles, peuvent prétendre ne pas les connaître ou donner des réponses trompeuses, d'où la difficulté d'obtenir des informations correctes.

Références et liens Internet utiles

- ICLARM/IFM (1996). *Analysis of fisheries co-management arrangements: a research framework. Fisheries Co-management Research Project WP 1*. ICLARM/World Fish Center, Penang, Malaisie. www.co-management.org
- Ostrom, E. (1990). *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge University Press, Cambridge, Royaume-Uni.

Que signifie «existence et adéquation de la législation habilitante»?

Cet indicateur permet d'établir si une législation formelle est bien en place et offre à l'AMP les fondations juridiques saines dont elle a besoin pour que ses buts et objectifs soient reconnus, expliqués, respectés et réalisés. Dans certains domaines, la législation traditionnelle peut aussi servir de base à l'AMP.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

L'instauration d'une AMP exige la plupart du temps la rédaction et l'adoption d'une législation de soutien appropriée, et dans certains cas, la reconnaissance des lois traditionnelles. Le présent indicateur a pour objet d'assurer que le plan de gestion de l'AMP est étayé par une législation adéquate grâce à laquelle il pourra être mené à bien.

Comment collecter les données?

La forme et la portée de la législation relative aux AMP varient considérablement d'un pays à l'autre. Les dispositions juridiques pour les AMP peuvent dépendre de nombreux éléments parmi lesquels la forme du gouvernement, la disponibilité des ressources financières, les structures de l'administration publique, le niveau de centralisation/décentralisation du gouvernement, les voies juridictionnelles et décisionnelles, l'existence et la légitimité des lois traditionnelles, et les pratiques communément admises.

La première étape consiste à collecter tous les textes juridiques des lois pertinentes concernant l'AMP. Il peut en exister aux niveaux international, national, de l'état/de la province et au niveau local. Les lois peuvent être identifiées dans le plan de gestion de l'AMP. Cela implique de parler au gestionnaire de l'AMP et d'examiner le plan de gestion et les documents à l'appui. Il peut également s'avérer nécessaire de contacter différents organ-

Exigences

- Textes juridiques des lois pertinentes à différents niveaux (international, national, état/province, local) pour les AMP.
- Plan de gestion de l'AMP.
- Un interviewer.
- Papier/crayon.

ismes gouvernementaux et services administratifs pour se procurer les documents. Outre la législation relative à l'AMP, la réalisation des buts et objectifs de l'AMP peut exiger la mise en œuvre d'activités en dehors de l'AMP, concernant par exemple la qualité de l'eau et la gestion intégrée des zones côtières. La législation liée à ces autres activités associées devra être également identifiée.

Deuxièmement, il conviendra de réaliser une analyse juridique en procédant suivant les trois étapes suivantes: premièrement, établir l'existence de la législation à l'appui de l'AMP; deuxièmement, comparer le plan de gestion de l'AMP (buts et objectifs, règles et réglementations, autorité et responsabilité de gestion, pouvoir d'exécution) avec la législation existante pour déterminer leur compatibilité; troisièmement, évaluer l'applicabilité de la législation.

Pour effectuer l'analyse juridique, il faut poser différentes questions:

- Quelles sont les lois (officielles et traditionnelles) en place (par exemple, concernant les pêches, le tourisme, la qualité de l'eau, la gestion intégrée des zones côtières, la forêt)?
- Quelles institutions sont en place pour s'occuper de la mise en œuvre des lois (gouvernementales, non gouvernementales, traditionnelles)?
- Les lois sont-elles actuelles (quand ou en quelle année ont-elles été approuvées)?
- Quelle est la forme et l'étendue de la législation?
- La loi se situe-t-elle au niveau approprié (local, état/province, national) pour étayer l'AMP?
- La législation soutient-elle les buts et objectifs de l'AMP?
- Y a-t-il suffisamment de lois à l'appui de l'AMP?
- Les lois sont-elles adaptées pour soutenir l'AMP?
- Y a-t-il des dispositions juridiques prévoyant des sanctions suffisantes pour les personnes qui enfreignent les règles et réglementations de l'AMP?

Comment analyser et interpréter les résultats?

Préparez un compte-rendu qui s'attache à répondre aux trois questions suivantes:

- Existe-t-il une loi à l'appui de l'AMP? Oui/Non

Se rapporte aux buts et objectifs

BUT 2
2A 2C
2E

BUT 4
4E

Niveau de difficulté
2
1-5

Produits

- Un rapport sur les lois existantes relatives à l'AMP, la compatibilité des lois avec l'AMP, et les recommandations (besoins et types de législation) pour l'AMP.

- Est-elle compatible avec le plan de gestion de l'AMP? Oui/Non
- Quel soutien apporte-t-elle aux activités de gestion de l'AMP et aux interventions? Léger/important/très important

Encadré G4**EXEMPLE SUR LE TERRAIN**

Le sanctuaire marin Bird Island (Commonwealth des îles Mariannes du Nord) a été instauré en tant qu'aire marine protégée et zone non exploitable de classe I, en 2001, en vertu de la loi publique 12-46. La loi énonce de façon explicite un certain nombre d'activités autorisées et interdites concernant l'exploitation, la chasse, la pêche ou la destruction des poissons, du gibier, des plantes, des coraux, des récifs, de la faune sauvage et de la vie marine. Les bateaux n'ont pas le droit d'entrer sur ce site et l'accès à Bird Island, qui abrite une colonie d'oiseaux de mer, est interdit. La loi fait la promotion de la gestion durable de l'environnement en rendant le site disponible en tant que «laboratoire vivant pour l'éducation des élèves et enseignants». Elle prévoit des sanctions pénales (amendes et emprisonnement) en cas d'infractions. En conséquence, toute infraction à l'intérieur de l'aire protégée concernant l'exploitation du site, entraînerait des poursuites pour trois motifs: violation de la loi précitée, des réglementations de la DFW (Division of Fisheries and Wildlife) sur les aires protégées et des réglementations de la DFW sur les prises. Mais la loi ne s'applique pas à la grande majorité des territoires adjacents (SUMBA, WCA) du site.

Points forts et limites

L'analyse subjective peut éventuellement être biaisée par l'opinion de la personne réalisant le diagnostic juridique. Une bonne compréhension des buts et objectifs de la gestion et du processus législatif est nécessaire.

Références et liens Internet utiles

Salm, R.V., Clark, J.R. et Siirila, E. (2000). *Marine and Coastal Protected Areas: A Guide for Planners and Managers (3rd Edition)*. Chapter 6. Institutional and Legal Framework. UICN, Washington, DC, USA.



TONI PARRAS

Que signifie «disponibilité et affectation des ressources administratives de l'AMP»?

Cet indicateur permet de mesurer dans le temps la capacité de l'équipe de direction à assurer et mener à bien ses différentes activités liées à l'AMP en fonction du degré d'accès aux ressources humaines, matérielles et financières dont elle dispose.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

Le fonctionnement de l'AMP implique plusieurs activités telles que la surveillance et l'application des réglementations, la formation du personnel, le budget et les finances, le suivi et l'évaluation, l'éducation sur l'environnement, la planification et les comités consultatifs. Par exemple, la surveillance et le suivi sont des éléments clés de tous les programmes d'application des réglementations de l'AMP. En effet, une certaine partie des activités illégales (par exemple, pêche, canotage, pollution) peut être anticipée en agissant et réagissant par rapport au cadre réglementaire établi pour l'AMP. Il importe de bien comprendre les ressources budgétaires, matérielles et humaines adéquates pour la surveillance et le suivi, car elles correspondent au personnel et au matériel associé qui seront nécessaires pour réaliser cette activité. On suppose que plus le budget, les ressources humaines et le matériel alloués à cette activité sont importants, plus le niveau de conformité aux règles et réglementations est élevé.

Exigences

- Exemplaire du plan de gestion de l'AMP.
- Liste des activités de l'AMP.
- Liste du personnel de l'AMP et des collaborateurs impliqués dans chaque activité.
- Liste du matériel disponible pour chaque activité.
- Liste des besoins minimaux ou idéaux pour entreprendre chaque activité à partir du plan de gestion.
- Budget de l'AMP.
- Un interviewer.
- Papier/crayon.

Comment collecter les données?

Premièrement, les diverses activités entreprises pour la gestion de l'AMP telles que le suivi, le contrôle, la surveillance et le programme d'application des réglementations; l'éducation sur l'environnement; le suivi et l'évaluation; les comités consultatifs; la formation du personnel, etc., doivent être identifiées.

Le plan de gestion devra inclure des sections consacrées à la description des activités. Il fournira des informations sur la conception du programme en vue d'une comparaison avec la structure actuelle. Le plan de gestion devra aussi fournir des informations sur les besoins minimaux ou idéaux pour chaque activité. On pourra ainsi comparer ces informations avec les ressources existantes disponibles pour ces activités. En l'absence de telles informations, un entretien devrait avoir lieu avec le gestionnaire de l'AMP afin d'établir une liste des activités assurées par l'AMP et des besoins minimaux ou idéaux pour les activités.

Ensuite, un entretien aura lieu avec le gestionnaire de l'AMP et le membre du personnel désigné pour chaque activité, pour obtenir des informations sur la disponibilité et l'affectation actuelles des ressources en fonction des activités. Les questions devraient mettre l'accent sur les aspects suivants:

- L'accès et l'adéquation des ressources pour réaliser la tâche.
- La pertinence du fonctionnement de l'activité pour réaliser la tâche.

Il convient de noter que des AMP confient certaines activités à d'autres organismes: la surveillance, par exemple, pourra être effectuée par des offices nationaux tels que les garde-côtes ou la patrouille marine.

Parmi les questions à poser au gestionnaire de l'AMP et au membre du personnel désigné, figurent les suivantes:

- Combien de membres du personnel de l'AMP ont-t-ils été affectés au programme?
- Combien de personnes extérieures ont-elles été affectées au programme (membres de la communauté, pêcheurs)?
- Quel type/niveau de formation est dispensé à la direction et au personnel?
- Quelle est l'expérience (type et nombre d'années) et quel est le niveau d'instruction de chaque membre du personnel?
- Quel est le budget pour l'activité?

Se rapporte aux buts et objectifs

BUT 1
1DBUT 4
4ANiveau de difficulté
2
1-5

- ❑ Quel matériel est disponible (bateau, poste de garde, radio, GPS, jumelles, uniforme, matériel de plongée, ordinateurs) pour l'activité?
- ❑ Quel est l'âge et la condition du matériel utilisé?
- ❑ Quel est le niveau d'entretien du matériel?
- ❑ Quelles procédures de consignation des données sont utilisées?

Staff may be asked about the management arrangements (plans, senior staff, information feedback) to undertake the task.

Produits

- Rapport sur l'actuelle dotation en personnel et le matériel pour mener à bien le programme de surveillance et de suivi.

▼ **Un soutien financier et des mécanismes d'investissement adéquats sont nécessaires pour assurer la plupart des opérations des AMP à long terme, notamment l'achat de bateaux. Des solutions créatives, qui peuvent paraître triviales à première vue, telles que des boutiques de souvenirs et de cadeaux pour les visiteurs, peuvent parfois offrir des sources importantes de revenus durables pour assister les efforts de gestion.**



© WWF-CANON/JURGEN FREUND

Comment analyser et interpréter les résultats?

Préparez un compte-rendu sur la disponibilité et l'affectation actuelles des ressources (budget, personnel, matériel) pour chaque activité. Ce compte-rendu devrait indiquer les ressources allouées par rapport aux ressources nécessaires et émettre des recommandations sur les ressources requises pour réaliser le programme. Il doit également inclure le feedback du personnel sur la pertinence des ressources, du matériel et de la gestion pour la réalisation de la tâche.

La taille du personnel donnera une idée de l'importance attribuée à ce programme; c'est une donnée également utile pour planifier l'activité. Le personnel devrait disposer de suffisamment de ressources et de matériel de qualité pour réaliser les tâches qui lui sont allouées.

Points forts et limites

Il peut s'avérer difficile de distinguer les affectations propres à chaque activité.

Références et liens Internet utiles

Salm, R.V., Clark, J.R. et Siirila, E. (2000). *Marine and Coastal Protected Areas: A Guide for Planners and Managers (3rd Edition)*. UICN, Washington, DC, USA.

Encadré G5

EXEMPLE SUR LE TERRAIN

Dans la Réserve de biosphère du Banco Chinchorro au Mexique, les ressources administratives suivantes ont été identifiées dans l'AMP:

Matériel

- 1 bateau de 10m appartenant à l'Institut national des pêches mais utilisé dans cette AMP dans le cadre d'un accord entre CONANP et INP.
- 3 bateaux, 8,25m, avec deux hors-bord (75 hp Yamaha) chacun.
- 4 pick-ups avec différentes caractéristiques (capacité).
- 1 avion ultra léger (le personnel est en train de se former pour pouvoir l'utiliser)
- 1 bureau à Cancun.
- 1 station biologique locale (incluant un laboratoire et des moyens de communication, une cuisine, une bibliothèque et un compresseur pour remplir des bouteilles d'air comprimé). Le bâtiment de cette station a coûté environ 500 000 dollars US.

L'équipement est plutôt neuf ou a été renouvelé (GPS, radio, matériel de plongée, etc.). Le matériel a été jugé dans un état moyen à excellent.

Personnel

Il manque du personnel, notamment pour la surveillance des permis de services récréatifs et des activités de pêche. En raison de l'insuffisance du personnel, il est difficile de contrôler le braconnage et de faire appliquer les réglementations sur la gestion de la pêche. Quatre membres de la marine devraient être embauchés pour mener des activités de surveillance. Le programme de gestion fait apparaître qu'un effectif de 22 personnes serait nécessaire, contre six

personnes actuellement en poste (28% du nombre d'employés souhaité dans l'AMP).

Seuls deux membres du personnel sont affectés aux activités de surveillance et formés dans ce domaine. Ils appartiennent à la Marine ou au SAGARPA (Ministère de l'agriculture et de la pêche).

Expérience professionnelle

Personnel	Expérience
Directeur	4,5 ans
Sous-directeur	4 ans
Secrétaire	8 mois
Technicien	2 ans
Administrateur	6 mois

Financement

Le budget total (y compris les salaires du personnel) est de 2,7 millions de pesos mexicains (soit environ 270 000 dollars US) par an. Ce montant ne correspond qu'à 37% du total demandé par le programme de gestion pour l'année 2003. La faiblesse du budget explique largement le manque de personnel dans cette AMP.

Avec l'aide de la Fondation Summit, un fonds (Fondo Patrimonial) a été créé, avec un capital de 150 000 dollars US; les intérêts (environ 12 500 dollars US) seront désormais utilisés pour différents usages et besoins de la réserve BRBCH.

D'ici les neuf prochaines années, ce fonds devrait augmenter jusqu'à atteindre un total de 1 550 000 dollars US.

Les intérêts rapporteront environ 100 000 dollars US par an, ce qui permettra de doubler le budget annuel disponible et d'embaucher du nouveau personnel.

Se rapporte
aux buts et
objectifs

BUT 1
1A 1F

Niveau de difficulté
2
1-5

G7

Que signifie «existence et utilisation d'études et de contributions scientifiques»?

Cet indicateur permet de mesurer comment les activités de recherche et les connaissances scientifiques qu'elles génèrent, contribuent à leur tour à améliorer la gestion de l'AMP, autrement dit, la capacité de l'équipe de direction à utiliser les résultats scientifiques pour documenter leurs actions de gestion.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

La gestion d'écosystèmes complexes tels que ceux dans lesquels les AMP sont créées, est souvent soumise à des processus naturels complexes et à d'importantes pressions humaines. C'est pourquoi aucune gestion efficace ne peut être obtenue en l'absence des sciences. Les sciences naturelles sont essentielles pour comprendre les fonctions et l'évolution d'un écosystème, et les sciences sociales sont indispensables pour identifier les sources des problèmes induits par l'homme et pour tester et appliquer des solutions appropriées. Les AMP

Types d'études scientifiques qui peuvent être utiles aux AMP

De nombreuses techniques et procédures scientifiques peuvent être utiles aux gestionnaires pour la planification et l'adaptation de leur AMP. On peut citer notamment les suivantes:

- Évaluation des impacts sur l'environnement.
- Études des ressources marines et côtières.
- Historique des espèces focales et études de biologie de la reproduction.
- Application d'un modèle écologique et des populations.
- Évaluation et expertise économiques.
- Évaluation des risques et dangers.
- Analyse juridique et institutionnelle.
- Établissement de profils socioculturels.
- Expérimentation et revue des mesures de gestion et contrôle.
- Engagement de l'éducation publique.

couronnées de succès impliquent généralement une collaboration entre les gestionnaires et les scientifiques à tous les niveaux, y compris: 1) dans l'élaboration de la politique de gestion de l'AMP et la planification des activités; 2) dans la conception et la mise en œuvre d'une AMP; et 3) dans la réalisation et l'interprétation d'une étude d'évaluation et son application aux futures actions de gestion.

L'existence d'informations scientifiques en rapport avec l'environnement marin et l'expérience pratique de l'AMP n'est pas une fin en soi, il faut pouvoir les appliquer et le personnel de l'AMP doit pouvoir les utiliser activement pour les besoins de la gestion. Les scientifiques assument la fonction d'intermédiaires neutres dans ce processus, un rôle important puisqu'ils font le lien entre les besoins d'informations des gestionnaires, des décideurs politiques et du public.

Comment collecter les données?

Il existe quatre étapes de gestion de données pour cet indicateur. Premièrement, l'existence et l'étendue des études scientifiques devront être déterminées. À cet effet, les évaluateurs doivent établir si la recherche scientifique est menée à l'intérieur ou autour de l'AMP. Cela peut être fait en vérifiant les actes et comptes-rendus pertinents des réunions de planification et de gestion pour discussion et/ou coordination avec l'étude scientifique. Ensuite, il sera nécessaire d'interroger le personnel d'encadrement qui est chargé de soutenir et/ou coordonner le travail avec les scientifiques pour s'informer sur les besoins, l'existence et l'étendue des études scientifiques en cours ou terminées, et sur les liens entre de tels travaux et la gestion de l'AMP. Dans certains cas, il peut y avoir un groupe de scientifiques désignés parmi le personnel de l'AMP pour servir d'interlocuteurs. Il peut aussi y avoir un conseil scientifique consultatif auprès duquel on peut se renseigner sur le type de recherches en cours ou déjà effectuées.

Exigences

- Accès au personnel de l'AMP.
- Accès à l'étude scientifique et à ses résultats.
- Compte-rendu des réunions de gestion, y compris les processus.
- Un interviewer.
- Papier/crayon.



CONSERVATION SOCIETY OF POHANGI

▲ À l'aire marine protégée de l'île Lenger, un retour d'information sur les recherches scientifiques est donné aux membres de la communauté locale qui sont impliqués dans la gestion de l'aire protégée.

Deuxièmement, il convient d'interroger le personnel scientifique, les coordinateurs et/ou les chercheurs extérieurs pour obtenir des informations plus détaillées et caractériser les activités de recherche désignées. Parmi les questions à poser (pour chaque étude) on peut citer les suivantes:

- Quelle étude scientifique est en cours de réalisation? D'autres études similaires ont-elles déjà été effectuées?
- Pourquoi l'étude est-elle réalisée (quel est son objectif)? Qu'est-ce qui est mesuré et quelles méthodes sont utilisées?
- Qui dirige l'étude? Qui est le responsable (directeur des recherches)? Quels membres du personnel et quels chercheurs extérieurs sont impliqués?
- Où l'étude est-elle réalisée?
- Quel est le processus de déroulement de l'étude et à quel stade en est-elle?
- Quel est le délai de l'étude? Si l'étude est déjà finie, sur quelle période a-t-elle été réalisée?

Si une étude scientifique a déjà été effectuée, les questions suivantes devront être posées afin de déterminer dans quelle mesure l'équipe de direction a eu accès aux résultats:

- Quels produits ont été élaborés à partir de l'étude réalisée?

Produits

- Rapport sur l'actuelle dotation en personnel et en matériel pour réaliser le programme de surveillance et de suivi.

- Qui, parmi l'équipe, a reçu les résultats de l'étude? Quel personnel a un accès aisé aux informations scientifiques?
- Quand les résultats de l'étude ont-ils été officiellement présentés aux parties prenantes, et précisément à qui? Quelles formes de communication et de diffusion des résultats ont été utilisées?
- Où se trouvent actuellement les produits de l'étude? Comment l'équipe de direction et le public peuvent-ils accéder aux résultats?

Troisièmement, il convient de déterminer dans quelle mesure les résultats de la recherche scientifique et les études réalisées sont activement appliqués dans le contexte de gestion et de planification de l'AMP. À ces fins, le personnel de l'AMP doit être interrogé pour vérifier si les produits issus des études scientifiques et de la consultation sont utilisés. Lors de l'entretien, il faudrait demander au personnel s'il existe des dispositions formelles ou informelles pour la prise en compte des informations scientifiques dans les processus décisionnels et/ou de gestion et planification de l'AMP. Si tel est le cas, les informations scientifiques se sont-elles réellement avérées utiles après avoir été utilisées et exploitées? Ensuite, il conviendrait de demander au personnel de quelle façon les études scientifiques sont identifiées et classées par priorité. Il faut savoir s'il existe un budget approprié pour les études scientifiques et/ou si un financement extérieur est recherché. Quatrièmement, il s'agit de déterminer dans quelle mesure les résultats scientifiques et l'expertise sont utilisés pour la gestion adaptative et les prises de décisions à venir.

Comment analyser et interpréter les résultats?

L'indicateur vise essentiellement à déterminer si les études scientifiques conduisent, ou non, à des changements dans la gestion de l'AMP ou génèrent des produits à partir de la gestion de l'AMP.

G7



Préparez un bref rapport fournissant des informations sur les caractéristiques de la recherche scientifique dans l'AMP et sur les usages des produits qui en résultent pour la gestion. Dans ce rapport, il faudrait préciser le degré d'existence, de développement, d'accès, et d'utilisation de chaque étude réalisée ou qui aurait besoin d'être réalisée. Identifiez les futurs besoins en matière de recherche.

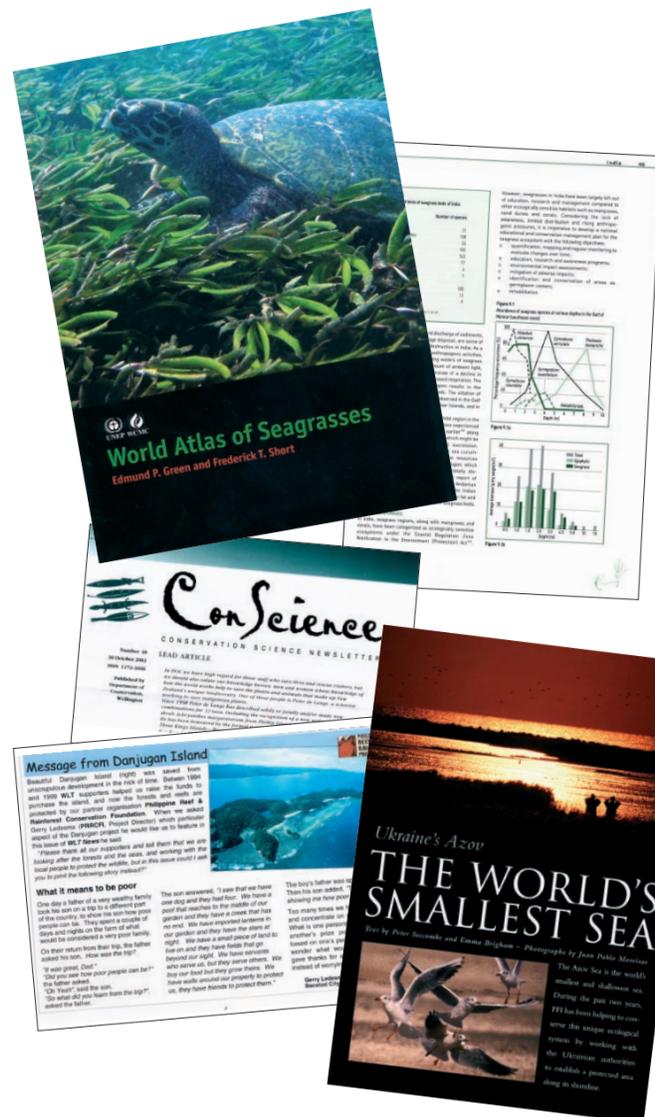
Points forts et limites

Il peut s'avérer difficile d'identifier le lien entre les recherches scientifiques effectuées dans l'AMP et leur utilisation dans la gestion de l'AMP. Le personnel et le conseil d'administration de l'AMP devront être interrogés pour savoir si les études scientifiques sont utilisées, et de quelle façon.

Useful references and Internet links

GESAMP(IMO/FAO/UNESCO-IOC/WMO/WHO/IAEA/UN/UNEP Joint Group of Experts on the Scientific Aspects of Marine Environmental Protection) (1996). «The contributions of science to coastal zone management». *Rep. Stud. GESAMP, (61)*. FAO, Rome.

Salm, R.V., Clark, J.R. et Siirila, E. (2000). *Marine and Coastal Protected Areas: A Guide for Planners and Managers (3rd Edition)*. UICN Washington, DC, USA



▲ La recherche et les connaissances scientifiques générées par des études dans l'AMP peuvent être mises à profit par la gestion.

Que signifie «existence et niveau d'activité des organismes communautaires»?

Cet indicateur permet de déterminer s'il existe un organisme communautaire organisé de façon efficace pour participer à la gestion, et s'il intervient activement dans le processus décisionnel et la gestion de l'AMP.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

Un organisme communautaire est un outil indispensable pour représenter les utilisateurs des ressources et les parties prenantes et pour influencer l'orientation des décisions et de la gestion de l'AMP. L'indicateur fournit des informations utiles sur les organismes communautaires associés à la gestion de l'AMP. La connaissance et la compréhension de ces organismes peut aider la direction de l'AMP à améliorer la participation et la représentation des parties prenantes à la gestion et au processus décisionnel.

- Exigences**
- Liste des organismes communautaires.
 - Liste des organismes communautaires associés à l'AMP.
 - Procès-verbaux des précédentes réunions.
 - Un interviewer.
 - Papier/crayon.

Comment collecter les données?

Premièrement, une liste des organismes communautaires associés à l'AMP devra être dressée. Soit elle est déjà disponible auprès de la direction de l'AMP, soit il faut l'établir. Cela peut se faire en interrogeant les informateurs clés. Parmi ces derniers figurent, entre autres, des représentants du gouvernement, des dirigeants communautaires, des membres d'autres organisations de la communauté, des pêcheurs âgés, des institutions religieuses et des organismes non gouvernementaux.

Deuxièmement, pour chaque organisme, les informations suivantes doivent être collectées:

- Objectifs/mission
- Fonctions/responsabilités
- Durée d'existence
- Nombre d'organes de gestion auxquels l'organisme participe

En outre, les données supplémentaires suivantes peuvent être recueillies sur l'organisme:

- Juridiction spatiale
- Base juridique
- Administration formelle/informelle
- Organigramme

▼ Certaines personnes décident de participer au processus de gestion de l'AMP en raison de leur appartenance à un organisme communautaire organisé ou à un autre groupe officiel de parties prenantes.

Se rapporte aux buts et objectifs

BUT 3
3c

Niveau de difficulté
3
1-5



JOHN PARKS/MWF

- Structure de la direction
- Adhérents (nombre, critères d'adhésion)
- Personnel (nombre, expertise)
- Budget
- Calendrier des réunions
- Règles de fonctionnement
- Relations/affiliations avec d'autres organismes

Troisièmement, pour déterminer le niveau d'activité de l'organisme, il est utile d'assister au moins à une de ses réunions, voire plus si possible. Lors de ces réunions, les aspects suivants devraient être observés:

- Le nombre de personnes assistant à la réunion
- Les thèmes et le niveau du débat
- Les procédures suivies
- Les décisions arrêtées et les consensus obtenus
- Le respect des règles lors de la réunion
- Les possibilités offertes à chacun de prendre la parole
- Les conditions de déroulement de la réunion (organisées ou plutôt confuses)

Quatrièmement, il faudrait demander aux dirigeants et aux membres s'ils sont satisfaits des possibilités qui leur sont données de participer à la gestion.



NOAA PHOTO LIBRARY

Produits

- Un compte-rendu indiquant les organismes communautaires impliqués dans la gestion de l'AMP et décrivant leurs caractéristiques, ainsi que leur niveau d'implication dans la gestion de l'AMP.

Si possible, une discussion informelle avec les dirigeants et les membres devrait permettre de déterminer ce qu'ils pensent de l'organisme et de la façon dont il fonctionne et représente leurs intérêts.

Enfin, il conviendrait d'observer combien d'organismes communautaires participent régulièrement aux réunions de l'AMP, et si elles participent activement en émettant des idées et prenant part aux débats. Il est possible d'évaluer l'implication active d'un organisme communautaire dans les réunions de gestion de l'AMP en notant les aspects suivants:

- Les contributions de l'organisme communautaire représentent les intérêts d'une ou deux personnes ou bien du groupe entier.
- Seuls les représentants de l'organisme communautaire ou bien des membres également, participent aux réunions.
- Les contributions de l'organisme communautaire se rapportent aux questions actuellement débattues.

Encadré G6

EXEMPLE SUR LE TERRAIN

Au Parc national marin du récif de Tubbataha, aux Philippines, quatre organismes communautaires à Cagayancillo ont reçu une formation et ont été assistés au niveau de leurs processus organisationnels. Sur les quatre organismes impliqués respectivement dans la production d'algues, l'application de la loi, la communication et la formation, et la gestion de fonds de subsistance, seuls deux restent actifs:

- Cagayancillo Core of Trainers (CATCO): organisé et spécialisé dans la fourniture de services de formation et de communication pour les différentes activités de l'équipe de gestion des ressources côtières (Coastal Resource Management Team
- Cagayancillo Livelihood Committee: organisé et spécialisé dans l'administration d'un fonds de subsistance pour la gestion durable des ressources.

Les deux autres organismes ont eu des problèmes avec leur équipe de dirigeants et sont actuellement aidés en vue d'une éventuelle restructuration.

À la réserve de biosphère de Banco Chinchorro au Mexique, la communauté de l'AMP est définie comme un groupe de coopératives et de pêcheurs indépendants qui poursuivent des activités de pêche dans les limites de la réserve; ils vivent dans des palafites ou des huttes (mais résident également dans d'autres lieux). Au rang des utilisateurs réguliers susceptibles de se développer, figurent les personnes proposant des services récréatifs.

Les organismes communautaires impliqués dans la gestion de l'AMP sont les mêmes que ceux présents au Comité technique consultatif ou TAC (Technical Advisory Committee) pour la réserve de la biosphère.

Comment analyser et interpréter les résultats?

Il convient de préparer un rapport détaillant la liste des organismes, leur structure organisationnelle, leur ancienneté, le nombre d'adhérents, leurs ressources, et leur relation/affiliation avec d'autres organismes. Le rapport devrait indiquer par exemple les organismes opposés à l'AMP et ceux qui sont solidaires. Il devrait également inclure des observations sur le niveau d'activité de chaque organisme.

Cet indicateur fournira des informations sur le nombre d'organismes communautaires associés à l'AMP, les objectifs et la structure de chaque organisme, et sur l'activité du groupe (fourniture de données et contributions à l'AMP et autres activités de ses membres). Les résultats seront interprétés dans le contexte, c'est-à-dire par rapport au niveau d'action collective ou communautaire du pays ou du site, qui peut être relativement faible dans certains cas.

Points forts et limites

Il se peut qu'aucun organisme communautaire ne soit associé à une AMP, par exemple: une AMP en haute mer ou un atoll corallien isolé non habité, ou une AMP gérée par une autorité centralisée. Dans ces cas, le présent indicateur n'est pas applicable.

Références et liens Internet utiles

Salm, R.V., Clark, J.R. et Siirila, E. (2000). *Marine and Coastal Protected Areas: A Guide for Planners and Managers (3rd Edition)*. UICN, Washington, DC, USA

Se rapporte aux buts et objectifs

BUT 4
4c

Niveau de difficulté
2
1-5

Que signifie «degré d'interaction entre les gestionnaires et les parties prenantes»?

Cet indicateur permet de mesurer le nombre de réunions régulièrement programmées entre les gestionnaires/le personnel de l'AMP et les parties prenantes en vue de discuter de la conformité aux plans de gestion de l'AMP.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

La discussion avec les parties prenantes, leur contribution et leur participation aux réunions avec le personnel de l'AMP concernant la conformité aux plans de gestions, conduiront à de meilleurs résultats en termes de conformité et de succès de l'AMP.

Comment collecter les données?

Premièrement, il est demandé au personnel de l'AMP de rendre compte des réunions régulièrement programmées entre les parties prenantes et eux-mêmes. Le nombre et le lieu des réunions par année sont consignés. Des renseignements sont demandés sur l'ordre du jour officiel, les procès-verbaux des réunions, les sujets de discussion, les conflits et les solutions apportées, et les participants. Un examen

▼ *L'interaction régulière entre le personnel de l'AMP et les parties prenantes pertinentes permet d'échanger des informations de façon opportune et d'obtenir l'adhésion de la communauté à des activités de gestion ou à des changements.*

Exigences

- Procès-verbaux des réunions ordinaires.
- Entretiens avec le personnel de l'AMP et les parties prenantes.
- Calendrier des réunions entre le personnel de l'AMP et les parties prenantes.
- Un interviewer.
- Papier/crayon.

de ces données consignées fournira des informations sur les problèmes et questions liés à la conformité au plan de gestion et son application.

Deuxièmement, un entretien aura lieu avec les parties prenantes impliquées dans ces réunions pour déterminer les sujets de discussion, les conflits et les solutions à apporter. Il faudrait poser notamment les questions suivantes aux parties prenantes:

- Des réunions sont-elles régulièrement programmées avec le personnel de l'AMP pour discuter des questions de conformité?
- Estimez-vous que vos positions sont entendues et prises en compte par le personnel de l'AMP?
- Ces réunions sont-elles ouvertes et transparentes pour toutes les parties prenantes?
- Êtes-vous autorisé à participer à l'élaboration des règles et réglementations?

Encadré G7

EXEMPLE SUR LE TERRAIN

À la réserve de biosphère de Banco Chinchorro au Mexique, les gestionnaires de l'AMP et les parties prenantes ont été interrogés afin d'évaluer le nombre de réunions régulièrement organisées. On nous a informés sur les réunions du comité consultatif technique concernant les activités touristiques. Les principales parties prenantes ont toujours assisté à ces réunions au cours desquelles divers aspects des activités récréatives ont été abordés et clarifiés. Par ailleurs, certaines décisions prises par le personnel de l'AMP l'ont été lors de ces réunions. Par exemple, il a été décidé qu'aucune société ne pourrait amener de touristes à Banco Chinchorro tant que des accords n'auront pas été établis entre les nouvelles coopératives touristiques autorisées par les pêcheurs et les opérateurs de services récréatifs confirmés.

Des réunions informelles ont eu lieu pour présenter différentes questions concernant le tourisme dans la réserve de biosphère et les activités de pêche. Il n'y a pas de réunions régulières pour aborder les problèmes ou éclaircir certains points concernant cette AMP. Les actes des réunions, y compris l'ordre du jour, les procès-verbaux, les sujets de discussion, les conflits et solutions apportées et les participants, n'ont pas été fournis.

Selon les gestionnaires de cette AMP, tous les problèmes ne sont pas résolus. S'agissant des problèmes résolus, il convient de noter que tous les participants n'étaient pas d'accord avec les solutions apportées. Il a été expliqué qu'une telle situation était tout à fait normale pour n'importe quelle AMP et que tout le monde ne pouvait pas approuver tous les aspects. Néanmoins, il convient de parvenir à un consensus dans le cadre de la procédure d'accord.

Produits

- Un compte-rendu décrivant les réunions entre le personnel de l'AMP et les parties prenantes.

Comment analyser et interpréter les résultats?

Préparez un compte-rendu sur les entretiens effectués et les données collectées. Celui-ci devrait comprendre des informations émanant des entretiens avec le personnel de l'AMP et avec les parties prenantes. Il importe d'identifier d'éventuelles variations dans les informations fournies concernant le nombre de réunions, les sujets de discussion, et les conflits et solutions. Présentez sous forme de tableaux les différentes questions abordées, les résolutions prises et les données consignées concernant d'éventuels consensus atteints.

Points forts et limites

Cet indicateur fournira des informations utiles pour améliorer les dispositions en matière de surveillance, suivi et application des réglementations à travers les contributions et la participation des parties prenantes, mais permettra également d'améliorer globalement la conformité des parties prenantes au plan de gestion et de réduire les coûts liés à l'application des réglementations.

Références et liens Internet utiles

Salm, R.V., Clark, J.R. et Siirila, E. (2000). *Marine and Coastal Protected Areas: A Guide for Planners and Managers (3rd Edition)*. UICN, Washington, DC, USA.



JOHN PARKS/MWF

Se rapporte
aux buts et
objectifs

BUT 4
4c

Niveau de difficulté
3
1-5

Que signifie «proportion des parties prenantes formées à l'utilisation durable»?

Cet indicateur permet de mesurer le nombre de parties prenantes qui ont participé à une formation et possèdent des connaissances sur l'utilisation durable des ressources.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

Cet indicateur peut servir à déterminer si les efforts de renforcement des capacités se soldent par une tendance à l'utilisation durable des ressources par les parties prenantes à l'intérieur et à l'extérieur de l'AMP. Le lien entre la formation et l'éducation des parties prenantes sur l'utilisation durable des ressources sera mis en évidence, ainsi que les améliorations globales en matière de gestion et d'utilisation des ressources. Les informations peuvent être ventilées pour obtenir des détails sur les différents types de formation et permettre une analyse plus fine. Les résultats peuvent servir à améliorer l'efficacité du programme.

Comment collecter les données?

Premièrement, le nombre total de parties prenantes, y compris les organismes, sera identifié.

Deuxièmement, le personnel de l'AMP fournira des statistiques sur le nombre de parties prenantes formées et sur le nombre et les types d'ateliers et de formations, ainsi que sur la diffusion d'informations sur l'utilisation durable des ressources, proposés aux parties prenantes lors de la planification et de la mise en place de l'AMP.

Troisièmement, il conviendra d'interroger le personnel de direction de l'AMP, en lui posant notamment les questions suivantes sur les activités de renforcement des capacités:

Exigences

- Actes des formations et ateliers.
- Entretiens avec les participants des stages et ateliers.
- Entretiens avec des groupes de bénévoles et organismes communautaires.
- Un interviewer.
- Papier/crayon.



JOHN PARKS

▲ La formation des personnes intéressées à l'utilisation durable de leur environnement marin peut non seulement aider à faire évoluer le comportement des utilisateurs et à augmenter les connaissances des parties prenantes sur leur environnement naturel, mais également permettre d'obtenir le soutien de la communauté en faveur de l'AMP.

- Quelle est l'importance du budget de renforcement des capacités par rapport au budget global de l'AMP?
- Des activités de renforcement des capacités ont-elles été prévues lors de la planification de l'AMP pour former les parties prenantes à utiliser les ressources de façon durable?
- Des activités de renforcement des capacités ont-elles été réalisées lors de la mise en place de l'AMP et sont-elles encore proposées?
- Qui prend les décisions concernant le nombre et les types d'activités de renforcement des capacités (direction de l'AMP, utilisateurs des ressources, les deux)?

Enfin, les parties prenantes seront interrogées pour déterminer leur niveau de connaissances et leur niveau de satisfaction à l'égard des activités de renforcement des capacités et de la qualité de ces activités. Un bref questionnaire devrait être utilisé, comprenant des questions telles que:

- Des cours de formation (ou ateliers) vous ont-ils été dispensés lors de la planification de l'AMP?
- Combien et de quels types?
- Des cours de formation (ou ateliers) vous ont-ils été dispensés lors de la mise en place de l'AMP?
- Combien et de quels types?
- Avez-vous été satisfait des cours et ateliers de formation? Oui/Non
- Pourquoi?

- Avez-vous été impliqué dans le choix des ateliers et cours de formation?
- Les cours et ateliers de formation ont-ils changé votre façon d'utiliser les ressources? Oui/Non
- Pourquoi?
- Quels types de diffusion des informations ont été les plus utiles?
- Qu'est-ce que l'utilisation durable des ressources?
- Avez-vous recours à des pratiques d'utilisation durable des ressources?
- Vos pratiques d'utilisation des ressources (par exemple, concernant la pêche ou le mouillage) ont-elles changé à la suite des cours ou ateliers de formation?
- Si oui, de quelle manière?
- Si non, pourquoi?

À la fin de nombreux ateliers et stages de formation, des évaluations sont organisées afin d'évaluer l'efficacité du programme. Ces évaluations sont à la disposition des formateurs et peuvent être examinées pour déterminer le niveau de satisfaction des participants et les connaissances qu'ils ont retirées de l'activité, ainsi que le niveau de compétence des personnes formées.

Comment analyser et interpréter les résultats?

Préparez un compte-rendu avec une évaluation du nombre des parties prenantes ayant participé à une formation et possédant des connaissances sur l'utilisation durable des ressources.

Encadré G8

EXEMPLE SUR LE TERRAIN

À la Réserve marine d'Extrême-Orient, en Russie, plus de 25 personnes ont été formées ou consultées par le personnel de l'AMP sur le développement du tourisme ou de l'aquaculture dans les zones entourant la réserve. Ceci est manifestement insuffisant et un programme spécial est nécessaire pour favoriser le processus.

Produits

- Un compte-rendu.



JOHN PARKS/MWF

Points forts et limites

Les personnes impliquées dans les activités de renforcement des capacités peuvent ne pas être capables de répondre à toutes les questions.

Références et liens Internet utiles

Salm, R.V., Clark, J.R. et Sirila, E. (2000). *Marine and Coastal Protected Areas: A Guide for Planners and Managers (3rd Edition)*. IUCN, Washington, DC, USA.

Se rapporte aux buts et objectifs

BUT 3

3B

Niveau de difficulté
2
1-5

Que signifie «niveau de formation assuré aux parties prenantes en matière de participation»?

Cet indicateur permet de mesurer l'importance et l'efficacité des efforts de renforcement des capacités des parties prenantes à participer à la gestion de l'AMP en termes de connaissances, compétences et attitudes appropriées.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

Pour participer efficacement à la gestion de l'AMP, les parties prenantes doivent être suffisamment informées sur les besoins et fonctions de l'AMP pour se les approprier. Elles doivent intégrer des connaissances, compétences et attitudes appropriées pour être prêtes à réaliser de nouvelles tâches et à relever de futurs défis. Le renforcement des capacités doit couvrir non seulement les aspects techniques et de gestion mais également les attitudes et comportements. Le personnel de l'AMP ou un autre organisme tel qu'une organisation non gouvernementale (ONG) peut se charger d'assurer le renforcement des capacités.

Comment collecter les données

La première étape consiste à déterminer si un programme de formation opérationnel est en place à

▼ **Offrir des possibilités de formation aux personnes pour qu'elles puissent s'impliquer dans le processus de gestion permet non seulement de s'assurer le soutien public en faveur des efforts déployés pour l'AMP, mais peut également contribuer à réduire les coûts de fonctionnement à travers le recours à des bénévoles tels que ce groupe de femmes à Fiji.**



JOHN PARKS/WWF

Exigences

- Exemple du programme de renforcement des capacités de l'AMP.
- Accès aux actes des ateliers et formations dispensés aux parties prenantes par la direction de l'AMP ou un autre organisme.
- Entretien avec les parties prenantes pour évaluer leur satisfaction à l'égard des activités de renforcement des capacités.
- Entretien avec la direction de l'AMP ou un autre organisme pour évaluer la présence des parties prenantes aux activités de renforcement des capacités.
- Un interviewer.
- Papier/crayon.

l'intention des parties prenantes. On doit pouvoir se procurer cette information auprès du personnel de l'AMP, ainsi que tout document décrivant le programme de formation.

Deuxièmement, le nombre et les types d'ateliers et de cours de formation dispensés aux parties prenantes lors de la planification et de la mise en place de l'AMP devront être consignés. On doit pouvoir se procurer cette information auprès du bureau de la direction de l'AMP ou de tout autre organisme assurant le renforcement des capacités.

Troisièmement, il faudra interroger l'équipe de direction de l'AMP ou tout autre organisme assurant la formation en leur posant notamment les questions suivantes concernant les activités de renforcement des capacités:

- ❑ Quelle est l'importance du budget de renforcement des capacités par rapport au budget global de l'AMP?
- ❑ Des activités de renforcement des capacités ont-elles été prévues lors de la planification de l'AMP pour permettre aux parties prenantes de participer activement à la planification?
- ❑ Des activités de renforcement des capacités ont-elles eu lieu lors de la mise en place et sont-elles toujours proposées?
- ❑ Qui prend les décisions concernant le nombre et les types d'activités de renforcement des capacités (direction de l'AMP, parties prenantes, les deux?)
- ❑ Quelles sont les compétences du personnel qui dispense la formation et a-t-il besoin de plus de formation?

- ❑ Le budget de renforcement des activités est-il suffisant pour réaliser les activités?
- ❑ Y a-t-il des rapports d'évaluation des ateliers/formations ou des rapports de suivi?

Quatrièmement, il conviendra d'interroger les parties prenantes pour savoir si elles sont satisfaites des activités de renforcement des capacités et déterminer la qualité des activités. Un bref questionnaire peut être préparé qui inclura entre autres les questions suivantes:

- ❑ Des ateliers et cours de formation vous ont-ils été dispensés lors de la planification de l'AMP?
- ❑ Combien et de quels types?
- ❑ Des ateliers et cours de formation vous ont-ils été dispensés lors de la mise en place de l'AMP?
- ❑ Combien et de quels types?
- ❑ Avez-vous été satisfait des ateliers et des cours de formation? Oui/Non
- ❑ Pourquoi?
- ❑ Avez-vous été impliqué dans le choix des ateliers et des cours de formation?
- ❑ Les ateliers et cours de formation ont-ils changé le soutien que vous apportez à l'AMP? Oui/Non
- ❑ Pourquoi?
- ❑ Avez-vous été satisfait des compétences pédagogiques du personnel?
- ❑ À partir d'une liste de tous les ateliers et cours de formation, indiquez votre niveau de satisfaction sur une échelle de 1 (médiocre) à 5 (excellent).

De nombreux ateliers et cours de formation sont clôturés par des évaluations visant à déterminer l'efficacité du programme. Ces évaluations sont disponibles auprès des formateurs et peuvent être examinées pour connaître le niveau de satisfaction des participants et les connaissances qu'ils ont retirées de l'activité.

Dans le cadre du suivi des ateliers et cours de formation, la participation des parties prenantes aux réunions de gestion de l'AMP peut être examinée dans le temps afin d'identifier d'éventuels changements en termes de participation et de contributions des parties prenantes, qui résulteraient des activités de renforcement des capacités. Une écoute et une observation attentives ainsi que l'utilisation des actes des réunions permettront de déterminer si de nouvelles idées présentées lors des activités de renforcement des capacités, ont été avancées et discutées aux réunions. Pour assurer la réelle efficacité de cette méthode de collecte des données, des observations seront faites à la fois avant et après les activités de renforcement des capacités.

Encadré G9

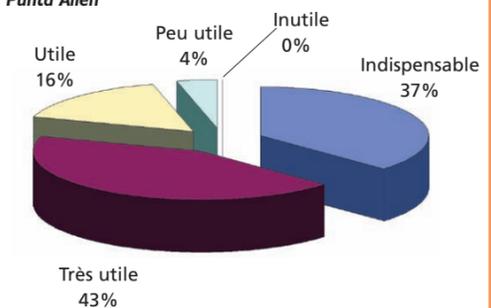
EXEMPLE SUR LE TERRAIN

À la Réserve de biosphère de Sian Ka'an, au Mexique, l'un des éléments du programme de fonctionnement annuel est l'éducation en matière d'environnement, ce qui signifie que le gouvernement fédéral affecte des fonds spécifiques à cet effet. Néanmoins, en raison des ressources limitées, il s'avère très difficile de concevoir et mettre en œuvre un programme officiel d'éducation et de formation.

Pour surmonter ces limites, la Réserve de biosphère de Sian Ka'an s'est efforcée de trouver des dispositifs tels que des accords avec des ONG et des échanges autorisés par des organismes de financement, pour obtenir des actions efficaces de renforcement des capacités dans les communautés locales. Malgré la modicité de ses ressources financières, la Réserve de biosphère de Sian Ka'an propose depuis longtemps aux membres de la communauté des moyens d'éducation en matière d'environnement. Depuis 1999, un stage de formation pour les guides touristiques est proposé par la réserve à tous les membres de la communauté qui s'intéressent aux activités du tourisme. Ce stage permet aux participants d'obtenir une accréditation spéciale pour développer leurs activités dans ce domaine. D'autres cours portent sur l'utilisation du GPS, la pêche à la mouche, l'anglais, l'identification des différentes espèces d'oiseaux et la cogestion. Outre ces stages, le personnel de la réserve travaille également avec les femmes et les enfants de la communauté, en dispensant des cours sur le compostage, et des cours d'éducation environnementale dans les écoles primaires et secondaires.

Après plusieurs années de travail, 55 % des membres de la communauté (N=51) estiment que l'une des meilleures réalisations de la réserve SKBR, en tant qu'autorité de gestion, est de fournir une éducation en matière d'environnement pour améliorer leur qualité de vie, et dispenser des cours de formation qui ont contribué au développement de moyens de subsistance alternatifs et durables dans leur communauté. Quelque 94 % des répondants au questionnaire ont participé à au moins l'un de ces cours, ateliers ou échanges, et la plupart d'entre eux (80 %) ont dit que les informations qu'ils ont obtenues à cette occasion ont été indispensables/très utiles pour l'amélioration de leurs activités économiques.

▼ **Degré d'utilité des cours de formation proposés par la réserve SKBR aux membres de la communauté de Punta Allen**



Produits

- Compte-rendu des réalisations des activités de renforcement des capacités.

Des discussions informelles avec les parties prenantes individuelles peuvent aider à évaluer dans quelle mesure elles sont satisfaites de leur aptitude à participer à la gestion de l'AMP suite à la formation qu'elles ont reçue. Leurs commentaires peuvent être consignés.

Comment analyser et interpréter les résultats?

À partir des résultats, préparez un rapport présentant une évaluation des résultats des activités de renforcement des capacités et émettant des recommandations pour les activités à venir.

Points forts et limites

La responsabilisation des parties prenantes concernant leur participation à la gestion de l'AMP est un facteur important pour le succès de l'AMP. Des informations sont fournies pour élaborer d'autres activités de renforcement des capacités et évaluer le taux de réussite des activités déjà réalisées en termes d'amélioration des connaissances, compétences et attitudes.

Références et liens Internet utiles

Salm, R.V., Clark, J.R. et Siirila, E. (2000). *Marine and Coastal Protected Areas: A Guide for Planners and Managers (3rd Edition)*. UICN, Washington, DC, USA.

TONI PARRAS

**Que signifie «niveau de participation des parties prenantes aux processus et activités de gestion et niveau de satisfaction associé»?**

Cet indicateur permet de mesurer l'implication active des parties prenantes dans les prises de décisions sur la gestion de l'AMP ou leur implication dans les activités de gestion et leur satisfaction à l'égard de leur niveau de participation, y compris la prise en compte de leurs points de vue et préoccupations par les gestionnaires de l'AMP.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

Les gestionnaires d'AMP se sont rendu compte que la participation active des parties prenantes concernées par les ressources côtières à la planification et gestion des AMP peut augmenter les chances de succès des AMP. Si les parties prenantes sont impliquées dans une AMP et estiment que leurs points de vue et préoccupations sont entendus et pris en compte, et qu'elles s'approprient l'AMP, elles sont alors plus susceptibles de la soutenir. En revanche, en cas d'insatisfaction, elles sont moins susceptibles d'apporter leur soutien à l'AMP. Les parties prenantes sont importantes parce qu'elles peuvent soutenir une AMP et permettre sa pérennisation. Elles peuvent être des partenaires pour la gestion de l'AMP ou au contraire représenter des menaces. L'un des objectifs d'un bon nombre d'AMP est d'éduquer les parties prenantes de telle sorte que les AMP en tirent profit. Il est par conséquent très important de mesurer le niveau de satisfaction des parties prenantes à l'égard de leur participation à l'AMP.

Comment collecter les données?

Les parties prenantes sont des individus, des groupes ou des organisations de personnes qui sont

Exigences

- Identification des parties prenantes.
- Questionnaire pour déterminer la satisfaction des parties prenantes.
- Informateurs clés.
- Identification des arrangements de cogestion formels et informels dans le plan de gestion de l'AMP.
- Identification de la participation réelle des parties prenantes au processus décisionnel et aux activités de gestion (quand, comment et dans quelles proportions).
- Un interviewer/animateur.
- Papier/crayon.

intéressés ou affectés (positivement ou négativement) par l'AMP, ou impliqués dans l'AMP d'une quelconque manière. Leur motivation à agir est basée sur leurs intérêts ou leurs valeurs. Qu'elles vivent ou non à l'intérieur ou dans le voisinage du site, les parties prenantes ont un intérêt dans l'AMP ou exercent une influence sur elle.

L'analyse des parties prenantes est le processus qui consiste à identifier les parties prenantes et à déterminer leur importance respective sur les décisions concernant l'AMP. Il s'agit d'une approche et d'une procédure visant à mieux comprendre un système en identifiant les acteurs clés et en évaluant leurs intérêts respectifs. Cette méthode permet d'appréhender les caractéristiques des individus et/ou groupes et leurs rapports respectifs avec l'AMP. Elle permet aussi d'examiner les intérêts des parties prenantes dans l'AMP et l'impact de son activité sur les parties prenantes. Une telle analyse est généralement effectuée de manière participative.

Il s'agit d'identifier en premier lieu les parties prenantes en examinant les activités qui affectent directement ou indirectement l'AMP. On distingue des parties prenantes principales et secondaires pour chaque activité. La communauté ou organisation des pêcheurs est considérée comme une partie prenante principale pour les ressources côtières. Certaines parties prenantes peuvent figurer dans plusieurs catégories et devront être identifiées séparément. Entre autres parties prenantes, on peut citer les organismes gouvernementaux, les organisations privées/commerciales, les organismes périscolaires, les institutions universitaires ou scientifiques, les groupes religieux/culturels et les donateurs.

Les différents groupes de parties prenantes peuvent être classés dans un tableau avec des données sur le nom, l'activité, les membres, les dirigeants/

Produits

- Matrice d'analyse des parties prenantes.
- Matrice de participation des parties prenantes.
- Tableau de l'ensemble des résultats sur le niveau de satisfaction des parties prenantes concernant la participation à la gestion de l'AMP.
- Rapport présentant les résultats de satisfaction et incluant les commentaires des répondants et les observations de l'interviewer.
- Résultat général du degré de participation des parties prenantes à la gestion de l'AMP pouvant être mesuré dans le temps afin d'évaluer l'évolution.

Se rapporte
aux buts et
objectifs

BUT 3

3A

Niveau de difficulté
3
1-5

représentants, la finalité et le degré d'activité (très important, moyen, faible). Les groupes de parties prenantes peuvent être subdivisés en sous-groupes en fonction du but spécifique de l'analyse des parties prenantes. Enfin, chaque individu est une partie prenante, mais ce niveau de détail est rarement exigé.

Approche pour effectuer une analyse des parties prenantes:

- Identifier le principal objectif de l'activité à analyser.
- Développer la compréhension de l'AMP et des décideurs de l'AMP.
- Identifier les parties prenantes et en établir la liste. Écrire leurs noms sur des étiquettes rondes en papier. Utiliser de grandes étiquettes rondes pour les parties prenantes exerçant la plus forte influence ou autorité.
- Préparer une matrice d'analyse des parties prenantes:

Action proposée: AMP	Affectée positivement (+)	Affectée négativement (-)
Directement affectée		
Indirectement affectée		

- Placer les étiquettes d'identification des parties prenantes (point 3 ci-dessus) dans la cellule appropriée de la matrice d'analyse des parties prenantes.
- Tracer des lignes entre les parties prenantes pour indiquer l'existence d'une quelconque forme d'interaction ou de relation.
- Identifier les intérêts des parties prenantes, ainsi que les caractéristiques et circonstances.
- Noter par écrit les informations du point 7 (précédent) pour chaque groupe de parties prenantes.
- Discuter des stratégies ou démarches à suivre pour traiter les différents intérêts des parties prenantes.

Une fois les parties prenantes identifiées, leur niveau de participation peut être déterminé en utilisant l'une des deux méthodes suivantes:

- a) Il s'agit d'observer si les parties prenantes et leurs représentants assistent aux réunions de l'AMP, expriment leur avis, et si leurs avis sont pris en considération. Des discussions informelles peuvent avoir lieu avec des parties

prenantes individuelles pour évaluer leur niveau de satisfaction concernant leur participation. Des notes peuvent être prises pour consigner leurs commentaires.

- b) Une étude est réalisée pour déterminer le degré de participation. On interroge les répondants sur leur niveau de participation. Par exemple, on leur présente une échelle de 1 à 10, le premier échelon correspondant à l'absence de participation et le dixième à une participation active et à part entière. Les répondants doivent indiquer leur niveau de participation à la gestion de l'AMP sur cette échelle. Les résultats sont établis par groupe de parties prenantes et pour l'ensemble des parties prenantes. Cette méthode peut être utilisée sur une longue période pour évaluer l'évolution de la participation avec le temps. En outre les discussions sur la participation des parties prenantes à la gestion de l'AMP sont consignées.

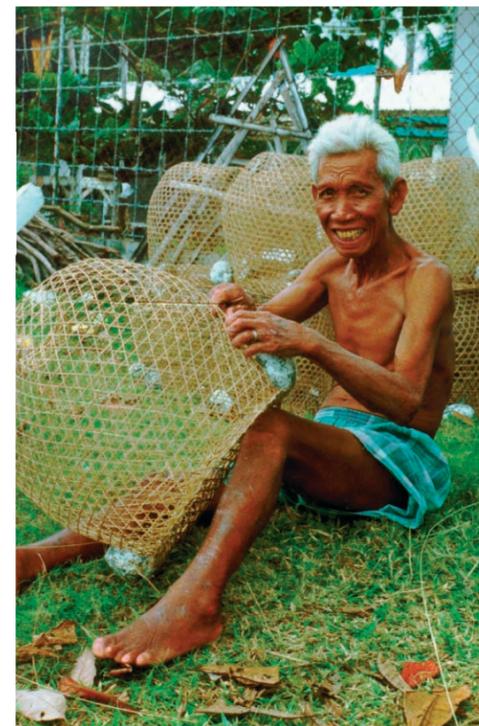
Une étude est effectuée pour déterminer le niveau de satisfaction des parties prenantes à l'égard de leur participation à la gestion de l'AMP. Par exemple, on présente aux répondants une échelle à cinq niveaux, le premier niveau indiquant l'insatisfaction concernant le niveau de participation et le cinquième niveau une entière satisfaction. Les répondants doivent identifier leur niveau de satisfaction sur cette échelle. Cette méthode peut être utilisée pour évaluer l'évolution avec le temps du niveau de satisfaction des parties prenantes concernant leur participation. De surcroît, les discussions intéressantes sur la participation sont consignées.

Comment analyser et interpréter les résultats?

L'analyse des parties prenantes débouche sur une matrice d'analyse des parties prenantes et une matrice de participation.

Établissez les résultats de l'étude par groupe de parties prenantes et présentez-les dans un tableau. Les résultats globaux du niveau de satisfaction des parties prenantes concernant leur participation à la gestion de l'AMP peuvent être calculés et mesurés sur la durée pour évaluer les changements. Un rapport rédigé rend compte des résultats et inclut les commentaires des répondants et les observations de l'interviewer.

Les résultats permettront de mesurer quantitativement le degré de participation des parties prenantes et leur niveau de satisfaction concernant leur participation à la gestion de l'AMP, ce qui peut être utilisé pour le suivi et l'évaluation de l'implication de la communauté, et pour la justification des changements à opérer dans les arrangements



ROBERT POWEROV

de cogestion. Plus de participation n'est pas forcément mieux, mais celle-ci doit être en rapport avec ce qui est établi dans le plan de l'AMP qui peut mentionner de faibles niveaux de participation.

Points forts et limites

Il n'est souvent pas aisé d'identifier les parties prenantes et certaines risquent d'être omises, notamment quand elles sont pauvres, inorganisées et sans influence. Cet indicateur permet d'examiner en détail la dynamique et les relations des différentes parties prenantes avec l'AMP. Il convient aussi de noter que certaines parties prenantes ont des attentes en matière de participation qui ne sont ni réalistes ni raisonnables, d'où les faibles niveaux de satisfaction. La participation n'équivaut pas nécessairement à la satisfaction.

Références et liens Internet utiles

Langill, S. (compiler) (1999). *Stakeholder Analysis. Volume 7. Supplement for Conflict and Collaboration Resource Book*. International Development Research Centre, Ottawa, Canada.

Encadré G10

EXEMPLE SUR LE TERRAIN

A la Réserve de biosphère de Sian Ka'an, au Mexique, les réponses au questionnaire ont montré les éléments suivants s'agissant de la perception par les membres de la communauté de Punta Allen de leur niveau de participation aux décisions de gestions:

- | | |
|---|---|
| <input type="checkbox"/> La réserve SKBR vous consulte-t-elle sur les décisions et stratégies de gestion? | <input type="checkbox"/> Niveau de participation: |
| N=51 | N=51 |
| Oui 60% | Très actif 2% |
| Non 27% | Actif 30% |
| Information, mais pas de consultation 8% | Moyen 34% |
| Sans réponse 5% | Faible 28% |
| | Sans réponse 6% |

Au Parc Marin de l'île Mafia en Tanzanie, les répondants ont été interrogés sur leur degré de satisfaction concernant leur participation à la gestion; les réponses se présentent comme suit:

Question:	Pourcentage (N=404)		Percent (N=404)	
	1	2	3	
Très impliqué	11.6	11.6	Très satisfait	23.0
Moyennement impliqué	10.6	10.9	Moyennement satisfait	24.3
Moins impliqué	10.6	9.4	Moins satisfait	6.2
Pas impliqué	60.9	63.9	Pas satisfait	34.7
Ne sait pas	6.2	4.2	Pas du tout satisfait	7.4
			Ne sait pas	4.5

- Questions:
- Dans quelle mesure avez-vous été impliqué dans les réunions et discussions avec les représentants de la réserve MIMP depuis les préparatifs jusqu'à ce jour?
 - Dans quelle mesure avez-vous été impliqué dans les réunions et discussions avec les notables du village, sans les représentants de la réserve MIMP?
 - Êtes-vous satisfait de la manière dont vous êtes impliqué dans la gestion de la réserve MIMP?

Les résultats montrent que 60% des répondants estiment qu'ils n'ont pas été impliqués dans les discussions sur le parc marin ni avec les représentants de la MIMP ni avec les notables du village. Malgré cela, 47% des répondants sont très satisfaits ou moyennement satisfaits du niveau de participation et 42% ne sont pas satisfaits, voire pas du tout satisfaits. Les résultats indiquent un niveau étonnamment élevé à la fois de participation et de satisfaction compte tenu de la taille importante des communautés; néanmoins ils indiquent également que des efforts continus sont nécessaires pour améliorer les mécanismes de participation tant au sein même des villages, qu'entre les villages et la MIMP. À cet effet, une nouvelle initiative impliquant la planification de la gestion des ressources naturelles du village est actuellement préparée par la direction de l'AMP conjointement avec les autorités du district. Les résultats semblent aussi indiquer qu'une certaine partie de la communauté ne souhaite pas réellement participer à la gestion, comme l'on pouvait s'y attendre.

Se rapporte aux buts et objectifs

BUT 2

2E

BUT 4

4A 4B

4D

Niveau de difficulté
2
1-5

Que signifie «niveau d'implication des parties prenantes dans la surveillance, le suivi et l'application de la réglementation»?

Cet indicateur permet de mesurer le nombre de parties prenantes qui ont participé aux activités de patrouille et autres tâches de surveillance et suivi.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

Le partage des activités de surveillance, de suivi et d'application des règles avec les parties prenantes peut permettre une meilleure maîtrise des comportements non conformes à travers la pression sociale et la pression du groupe vers la conformité. La participation accrue des parties prenantes leur permet de mieux s'approprier l'AMP, ce qui devrait se solder par une amélioration globale de l'application des règles et réglementations et par une baisse des infractions. Cet indicateur vise à documenter les tâches liées à l'implication active des parties prenantes dans les activités visant à faire appliquer les règles et réglementations. Ces tâches peuvent consister à mettre sous plis des courriers, à participer à des audiences sur l'application des règles et réglementations ou à donner un coup de main pour fixer des panneaux.

Comment collecter les données?

Comme mentionné ci-dessus, les types et niveaux d'implication des parties prenantes dans les activités d'application peuvent être très variables, allant de la mise sous enveloppe d'annonces concernant de nouvelles réglementations à la participation à des audiences relatives à l'application des réglementations en passant par l'installation de panneaux et la réalisation de patrouilles dans l'AMP.

S'agissant de cette dernière activité, théoriquement toutes les patrouilles officielles sont consignées en permanence de sorte que le présent indicateur ne devrait nécessiter qu'une simple synthèse des enregistrements concernant les patrouilles réalisées. Ceux-ci sont examinés pour déterminer les personnes impliquées dans les patrouilles:

Exigences

- Enregistrements relatifs aux patrouilles.
- Entretien avec les parties prenantes.
- Un interviewer.
- Papier/crayon.

- ❑ Nombre de personnes extérieures au personnel de l'AMP.
- ❑ Quantité de temps consacré aux patrouilles par les personnes extérieures à l'AMP.
- ❑ Affiliation du groupe de parties prenantes des personnes extérieures à l'AMP.
- ❑ Type et nombre d'activités dans lesquelles les personnes extérieures au personnel de l'AMP ont été impliquées.

Si les patrouilles impliquant des parties prenantes ne sont pas consignées, il est alors nécessaire d'interroger les principales parties prenantes de la communauté qui prennent part à cette activité. Le nombre de personnes extérieures à l'AMP impliqué dans les patrouilles peut être comparé à un nombre idéal indiqué dans le plan de gestion pour déterminer l'efficacité de la gestion.

Il faut interroger les parties prenantes pour déterminer si elles effectuent de façon informelle des activités de surveillance et suivi lorsqu'elles se trouvent à l'intérieur de l'AMP. Les parties prenantes doivent répondre aux questions suivantes:

- ❑ Comment réalisez-vous l'activité (par exemple, observation causale ou formelle)?
- ❑ Comment rendez-vous compte des infractions que vous observez?
- ❑ À qui rendez-vous compte des infractions?
- ❑ Quelle est la suite donnée aux comptes-rendus des infractions (des actions sont-elles prises)?
- ❑ Estimez-vous que votre implication contribue à améliorer la conformité des parties prenantes aux règles et règlements?

Par ailleurs, le gestionnaire et le personnel de l'AMP sont interrogés afin d'identifier dans quelles autres activités d'application des règles et réglementations sont impliquées les parties prenantes. Comme mentionné ci-dessus, le nombre de personnes, la quantité de temps consacré et l'affiliation de groupe de parties prenantes sont identifiés. Les acteurs individuels dont les noms ont été relevés sont interrogés en vue d'établir les raisons de leur implication, et de noter le temps qu'ils consacrent à ces activités et le nom du responsable de l'AMP auquel ils rendent compte. Il faudrait également leur demander s'ils pensent que leur implication a apporté des améliorations au niveau de l'application et de la conformité globales de la communauté aux règles et réglementations.

Produits

- Compte-rendu.

Encadré G11

EXEMPLE SUR LE TERRAIN

A la Réserve marine de Sapodilla Cayes, cinq pêcheurs locaux consacrent une partie de leur temps libre aux activités de suivi et de surveillance. Ces bénévoles prêtent main forte au personnel permanent de l'AMP pour le suivi et la surveillance. Les bénévoles utilisent leurs propres bateaux et sont alimentés en carburant. Ils sont impliqués dans ces activités pendant 6 heures par semaine. On leur fournit des radios à très haute fréquence lorsqu'ils sont en patrouille et ils alertent les gardes s'ils constatent une infraction. Le personnel de l'AMP a dispensé aux bénévoles une formation de 10 heures concernant les règles, les réglementations et les procédures d'application.

Comment analyser et interpréter les résultats?

Préparez un compte-rendu fournissant une évaluation du nombre de parties prenantes impliquées dans les activités de surveillance, suivi et application des réglementations.

▼ !!!!!Translation needed for here!!!!.



© WWF-CANON/MARK EDWARDS

Points forts et limites

Cet indicateur permet de rendre compte de l'implication formelle dans les activités de surveillance, suivi et application. Il est bien plus difficile d'obtenir des informations sur l'implication informelle, s'opérant notamment au cours de la pêche ou des activités touristiques dans les limites de l'aire marine.

Références et liens Internet utiles

Salm, R.V., Clark, J.R. et Siirila, E. (2000). *Marine and Coastal Protected Areas: A Guide for Planners and Managers (3rd Edition)*. IUCN, Washington, DC, USA..

Se rapporte
aux buts et
objectifs

BUT 2

2E

BUT 4

4A

Niveau de difficulté
2
1-5

Que signifie «procédures d'application de la réglementation clairement définies»?

Cet indicateur permet de déterminer s'il existe ou non des recommandations et procédures conçues pour le personnel chargé de l'application des règles et réglementations, de les décrire et d'établir leur action en fonction du type d'infraction observé.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

L'application des règles et réglementations est une étape essentielle dans le système de gestion de l'AMP. Des procédures d'application clairement définies permettent au personnel de l'AMP chargé de l'application de mener à bien ses tâches plus efficacement et aux utilisateurs des ressources d'être sensibilisés aux conséquences de la non conformité.

Comment collecter les données?

Il convient premièrement d'identifier, dans le plan de gestion, la partie décrivant le programme de suivi, contrôle, surveillance et application des règles de l'AMP. Cela fournira des informations sur le programme d'application et sa structure. S'il n'existe aucune partie sur les procédures d'application, un entretien avec le gestionnaire et le personnel de l'AMP permet d'identifier le programme de suivi, contrôle, surveillance et application.

Deuxièmement, un entretien a lieu avec le gestionnaire de l'AMP et un membre du personnel désigné en charge de l'application des règles afin de recueillir des informations sur les recommandations d'application. Parmi les questions posées figurent les suivantes:

- Des recommandations et procédures d'application officielles existent-elles?
- Des recommandations et procédures d'application informelles existent-elles?
- Qui a élaboré ces recommandations et procédures?
- Décrivez les recommandations et procédures.
- Sont-elles revues et mises à jour de façon périodique?
- Le personnel est-il formé aux recommandations et procédures?

Produits

- Un compte-rendu.

Exigences

- Photocopie de la partie du plan de gestion de l'AMP sur le suivi, le contrôle, la surveillance et l'application des réglementations.
- Exemplaire des recommandations sur l'application des réglementations.
- Un interviewer.
- Papier/crayon.

- Existe-t-il une coordination concernant les recommandations et procédures avec d'autres organismes d'application?
- Les recommandations et procédures d'application sont-elles appropriées par rapport à la tâche?
- Nombre d'infractions relevées.
- Nombre de poursuites judiciaires qui ont abouti grâce aux procédures d'application clairement définies.
- Nombre de poursuites judiciaires qui ont échoué en raison de détails techniques liés à un défaut de la procédure.
- Accessibilité et disponibilité des recommandations d'application.

Comment analyser et interpréter les résultats?

Préparez un rapport présentant les recommandations et procédures d'application actuelles, l'adéquation et la disponibilité des recommandations ainsi que les procédures existantes pour mettre en œuvre des mesures visant à faire appliquer les règles et réglementations; ce rapport devra également émettre des idées d'amélioration.

Points forts et limites

Des recommandations et procédures clairement définies amélioreront les activités de suivi, surveillance et application des règles de l'AMP; ce qui profitera au final à la gestion de l'AMP; elles permettront au personnel chargé de l'application d'agir de manière professionnelle et limiteront les possibilités pour ceux qui enfreignent la loi d'intenter une action judiciaire à l'encontre de la direction de l'AMP. Cet indicateur autorisera une révision des recommandations et procédures d'application pour assurer qu'elles sont mises en œuvre de façon juste et équitable.

Encadré G12

EXEMPLE SUR LE TERRAIN

Sur le site Bird Island, dans le Commonwealth des îles Mariannes du Nord, une certaine confusion règne tant dans l'esprit du public qu'au sein de la Section Exécution de la loi de la Division sur les poissons et la faune sauvage (Division of Fish and Wildlife Enforcement Section) concernant les lois et réglementations et les sanctions et/ou interdictions applicables à l'AMP. Récemment, les décisions concernant plusieurs infractions ont été annulées, ou bien les sanctions ont été considérablement réduites parce qu'il y avait un conflit de réglementations ou que les réglementations n'étaient pas suffisamment étayées par la loi. Dans un autre cas, deux travailleurs non-résidents et non-anglophones ont été arrêtés parce qu'ils pêchaient dans un site protégé. Ces deux personnes sont restées en prison pendant quasiment une journée. Toutefois, le Ministère de la sécurité publique ne sachant pas quelle caution établir pour la libération des deux auteurs présumés du délit, ils ont fini par être relâchés sans qu'aucune caution ne soit exigée.

Deux éléments peuvent être à l'origine d'une situation si confuse: par le passé, les besoins politiques de la Division sur les poissons et la faune sauvage n'ont pas été traités avec suffisamment d'attention, et les observations de l'organisme sont rarement pris en compte dans les nouveaux textes législatifs, amendements et règlements. D'autre part, on peut aussi déplorer l'absence de conseils juridiques spécifiques pour l'organisme, et les conseils juridiques de l'Attorney General's Office (bureau du procureur général) ne sont pas dispensés régulièrement. L'activité pourtant limitée en matière d'application des règles et réglementations a tendance à avoir un impact disproportionné sur les personnes non anglophones, probablement parce qu'elles sont moins susceptibles que les autres d'être au courant des règles et réglementations de la Division des poissons et de la faune sauvage ou en raison de leurs perceptions sur l'éthique de l'utilisation des ressources. Dans l'ensemble, le manque de procédures clairement définies et l'existence de conflits entre les réglementations et les lois réduisent l'efficacité de la Division des poissons et de la faune sauvage et renvoient au public une image médiocre.

En l'absence de toute recommandation ou procédure d'application officielle, on peut toujours se procurer des informations en interrogeant les gestionnaires et le personnel de l'AMP et en leur demandant de décrire les procédures informelles qu'ils suivent.

Références et liens Internet utiles

Salm, R.V., Clark, J.R. et Siirila, E. (2000). *Marine and Coastal Protected Areas: A Guide for Planners and Managers (3rd Edition)*. UICN, Washington, DC, USA.

Se rapporte
aux buts et
objectifs

BUT 4
4A

Niveau de difficulté
2
1-5

Que signifie «étendue des activités d'application de la réglementation»?

Cet indicateur permet de mesurer le nombre de patrouilles de surveillance et de suivi effectuées par le personnel de l'AMP pendant une période donnée et sur une zone spécifiée.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

Ces informations permettent d'examiner la cohérence des activités de patrouille et sont indispensables pour évaluer les tendances des infractions ou non-conformités (ces dernières étant généralement mesurées à travers le nombre d'infractions par effort de patrouille). Elles sont également utiles pour déterminer si la direction de l'AMP répond aux objectifs de surveillance, suivi et application.

Comment collecter les données?

Premièrement, le plan de gestion et le programme d'application des règles devraient avoir une partie décrivant le calendrier prévu des patrouilles et les procédures. On peut ainsi comparer les patrouilles prévues et celles effectivement réalisées. En l'absence de telles informations, un entretien aura lieu avec le gestionnaire et le personnel de l'AMP impliqué dans l'application; il leur sera demandé de décrire le calendrier et les procédures des patrouilles.

Deuxièmement, les données consignées sur les patrouilles seront examinées afin de calculer les efforts déployés en termes de:

- Heures-personnes
- Heures totales
- Nombre de patrouilles
- Variation dans les schémas spatio-temporels des patrouilles
- Aire de patrouille (km²)
- Nombre et type d'infractions par patrouille
- Nombre de visiteurs non autorisés observés et/ou pris

Les données ci-dessus pourront être décomposées pour différentes parties de l'AMP et également pour différents types de patrouille (terre, mer, personnel de l'AMP, membres de la communauté). Les actions menées durant chaque patrouille seront examinées pour identifier les problèmes et les points à améliorer concernant les activités de patrouille. On élaborera une carte représentant les zones des patrouilles, le nombre de patrouilles et l'évolution des schémas spatio-temporels des

Exigences

- Exemplaire du calendrier des patrouilles et des procédures.
- Données consignées sur les patrouilles.
- Rapport trimestriel/annuel de l'AMP.
- Carte de l'aire.
- Un interviewer.
- Papier/crayon.

Produits

- Un rapport
- Une carte montrant la répartition des patrouilles et les types d'activités réalisées dans l'AMP et aux alentours

patrouilles.

Troisièmement, des entretiens auront lieu avec le personnel de l'AMP pour discuter des données consignées sur les patrouilles, obtenir des détails sur le déroulement des patrouilles et identifier d'éventuels problèmes et besoins.

Quatrièmement, des entretiens ont lieu avec les utilisateurs des ressources et les parties prenantes pour obtenir des renseignements sur le déroulement des patrouilles, le comportement des agents de patrouille et les éventuels problèmes et besoins.

Comment analyser et interpréter les résultats?

Préparez un rapport incluant une discussion sur les heures-personnes des patrouilles par mois/an et les heures de patrouilles par mois/an; le nombre de patrouilles/jours de patrouille par mois/an; le nombre de patrouilles par zone et type; et le nombre et les types d'infractions. Ces informations pourront être représentées sur une carte pour montrer la couverture de l'AMP. Les différentes mesures prises au cours de chaque patrouille pourront être présentées sous forme de tableau, classées par types et reliées entre elles afin d'identifier des tendances, profils et besoins.

Points forts et limites

Cet indicateur peut conduire à des améliorations dans les patrouilles et la couverture des patrouilles,

en plus des améliorations apportées à l'application globale des règles et réglementations dans l'AMP. L'augmentation du nombre d'activités illégales est due non seulement au développement des patrouilles (tendance positive), mais également à l'augmentation du braconnage et des infractions (tendance négative).

Cet indicateur pourra être plus ou moins utile selon la précision des données consignées sur les patrouilles.

Références et liens Internet utiles

Salm, R.V., Clark, J.R. et Siirila, E. (2000). *Marine and Coastal Protected Areas: A Guide for Planners and Managers (3rd Edition)*. UICN, Washington, DC, USA.

Box G13

EXEMPLE SUR LE TERRAIN

At Tubbataha Reef National Marine Park in the Philippines, rangers are required to conduct at least three random patrols every week. This is complemented by the operation of the radar at least every three hours. A logbook is maintained to monitor the number of intrusions detected through the radar and actual apprehensions. Apprehensions in the last three years have almost doubled. This may be attributable to the provision of the radar and more reliable patrol boats, enabling rangers' early detection of, and speedy response to, incursions.



NOAA PHOTO LIBRARY

Se rapporte aux buts et objectifs

BUT 4
4B

Niveau de difficulté
3
1-5

Que signifie «degré de diffusion des informations visant à encourager la conformité des parties prenantes»?

Cet indicateur permet de mesurer la quantité et l'efficacité des efforts de renforcement des capacités consentis pour les parties prenantes sur les objectifs et avantages de l'AMP, ses règles et réglementations et ses dispositions d'application des règles et réglementations.

Pourquoi mesurer cet indicateur?

La formation et l'éducation vont accroître les connaissances des parties prenantes concernant les règles, réglementations et dispositions d'application de l'AMP dans la perspective de faire évoluer les comportements et attitudes et d'augmenter la conformité. Le programme de formation et d'éducation devrait permettre au bout du compte d'améliorer la conformité des parties prenantes aux règles et réglementations de l'AMP.

Comment collecter les données?

Premièrement, il conviendra de consigner les types d'ateliers, de cours de formation et de diffusion d'informations proposés aux parties prenantes lors de la planification et de la mise en place de l'AMP. Ces informations devraient être disponibles auprès du bureau de la direction de l'AMP.

Exigences

- Exemple du programme de renforcement des capacités de l'AMP.
- Accès aux actes des ateliers et formations dispensés aux parties prenantes par la direction de l'AMP.
- Entretien avec les parties prenantes pour évaluer leur satisfaction sur les activités de renforcement des capacités (éducation, formation).
- Données consignées sur l'application des règles et réglementations.
- Enregistrements et produits de diffusion d'informations (publipostage, médias, publications, web, panneaux, etc.).
- Un interviewer.
- Papier/crayon.

Deuxièmement, le personnel d'encadrement de l'AMP sera interrogé; il devra répondre notamment aux questions suivantes sur les activités de renforcement des capacités et de diffusion d'informations:

- Quelle est l'importance du budget de renforcement des capacités et diffusion d'informations par rapport au budget global de l'AMP?
- Lors de la planification de l'AMP, des activités de renforcement des capacités ont-elles été prévues concernant les règles, réglementations et dispositions d'application?
- Des activités de renforcement des capacités ont-elles été organisées lors de la mise en place de l'AMP et sont-elles encore proposées?
- Qui prend les décisions concernant le nombre et les types d'activités de renforcement des capacités (direction de l'AMP, parties prenantes, les deux)?
- Quels types d'efforts ont été consentis en matière de diffusion des informations?

Troisièmement, les parties prenantes seront interrogées pour déterminer leur niveau de satisfaction à l'égard des activités de renforcement des capacités et de diffusion des informations et de la qualité des activités. L'éventail des parties prenantes étant varié (cela va des pêcheurs locaux aux touristes étrangers), il faudra peut-être élaborer plusieurs questionnaires pour les différents groupes de parties prenantes. Un bref questionnaire comprendra des questions telles que:

- Des ateliers et cours de formation vous ont-ils été dispensés lors de la planification de l'AMP?
- Combien et de quels types?
- Des ateliers et cours de formation vous ont-ils été dispensés lors de la mise en place de l'AMP?
- Combien et de quels types?
- Avez-vous été satisfait des ateliers et cours de formation? Oui/Non
- Pourquoi?
- Avez-vous été impliqué dans le choix des ateliers et cours de formation?
- Quels types de diffusion d'informations ont été proposés?
- Lesquels estimez-vous les plus efficaces personnellement?
- Pourquoi?
- Les ateliers et cours de formation ont-ils changé votre comportement en termes de conformité? Oui/Non

- Pourquoi?
- Comprenez-vous mieux les règles, réglementations et dispositions d'application grâce aux ateliers? Oui/Non
- Comprenez-vous mieux la finalité de l'AMP grâce aux ateliers? Oui/Non
- Comprenez-vous mieux les écosystèmes marins et côtiers grâce aux informations qui vous ont été fournies? Oui/Non

De nombreux ateliers et cours de formation sont généralement clôturés par une évaluation visant à juger l'efficacité du programme. Ces évaluations sont disponibles auprès des formateurs et peuvent être examinées pour déterminer les niveaux de satisfaction des participants et les connaissances qu'ils ont retirées de la formation.

Les données consignées sur l'application des règles et archivées par l'AMP seront examinées afin d'évaluer l'évolution du nombre d'infractions par les parties prenantes qui ont participé à la réunion. Les noms des parties prenantes qui ont participé à la formation devraient figurer sur la liste des participants.

Comment analyser et interpréter les résultats?

Préparez un rapport décrivant les efforts de renforcement des capacités déployés pour les parties prenantes afin d'accroître la conformité aux règles et réglementations de l'AMP. Faites également un tableau pour montrer la corrélation entre les programmes de renforcement des capacités et de diffusion des informations et les données consignées sur l'application et la conformité aux réglementations.

Il s'agit de mesurer l'efficacité en comparant quelles activités ont été réalisées avec les dif-

Produits

- Un rapport décrivant les efforts de renforcement des capacités à l'intention des parties prenantes en vue d'augmenter et d'encourager la conformité aux règles et réglementations de l'AMP.
- Un tableau montrant la corrélation entre les programmes de renforcement des capacités et de diffusion d'informations et les données sur l'application des réglementations.

férentes approches de renforcement des capacités et de diffusion d'information présentées dans le plan de gestion. Cet indicateur permet d'évaluer les liens entre la formation/éducation/diffusion d'informations à l'intention des parties prenantes concernant les objectifs, avantages, règles, réglementations et dispositions d'application de l'AMP, et les améliorations globales obtenues en matière de conformité. Les résultats montrent que la conformité est moindre lorsque les parties prenantes n'ont pas été impliquées dans l'élaboration des règles et réglementations, que lorsqu'elles l'ont été.

Points forts et limites

Les interviewers doivent garder à l'esprit que les réponses risquent d'être biaisées selon qu'ils ont affaire à des entretiens individuels ou collectifs.

Références et liens Internet utiles

Salm, R.V., Clark, J.R. et Siirila, E. (2000). *Marine and Coastal Protected Areas: A Guide for Planners and Managers (3rd Edition)*. UICN, Washington, DC, USA.

Encadré G14

EXEMPLE SUR LE TERRAIN

L'aire marine protégée de Hung Thac a dispensé aux pêcheurs quatre cours de formation sur les règles, réglementations de l'AMP et sur les dispositions d'application, depuis sa création il y a deux ans. De surcroît, des bandes dessinées ont été élaborées et remises aux pêcheurs en vue d'expliquer les règles, réglementations et dispositions d'application. Les gardes organisent régulièrement des réunions informelles avec les pêcheurs et ont fait un certain nombre de présentations lors des réunions des organisations locales de pêcheurs. Les évaluations faites lors des quatre stages de formation ont montré que les participants étaient bien informés à propos des règles, réglementations et dispositions d'applications concernant l'AMP. Lors de la deuxième année de fonctionnement de l'AMP, les infractions ont connu une baisse de 80 % par rapport à l'année précédente, une évolution obtenue grâce au programme de formation et d'éducation et aux meilleures connaissances acquises par les pêcheurs.

ANNEXE Les AMP pilotes

Pour s'assurer de la précision et de la souplesse du guide et des indicateurs, et de leur applicabilité à votre AMP et aux autres types d'AMP, un document de travail du présent guide a été testé sur le terrain dans des AMP situées dans différentes parties du globe. Ces projets pilotes ont été pris en compte dans l'élaboration de ce guide. Les AMP pilotes ont été sélectionnées de façon à représenter toute la diversité des aires marines en termes de caractéristiques du site, lieux géographiques, tailles et types de gestion. De plus, les AMP devaient remplir les critères suivants: l'engagement du gestionnaire du site, la capacité à effectuer une évaluation et à mesurer les indicateurs, et la disponibilité du personnel pour participer au projet. Un atelier de formation a eu lieu pour les représentants des sites pilotes et une assistance technique a été offerte pour encourager les participants à s'appuyer sur le projet en vue de sa future mise en œuvre sur le site.

L'atelier de formation s'est déroulé à l'automne 2002 et les représentants des sites pilotes ont choisi des indicateurs pertinents pour leur site, communiqué leur feedback sur les méthodes relatives aux indicateurs, et mis au point des plans de travail pour l'évaluation préliminaire. Cet atelier a été suivi d'une période d'essai sur le terrain de six mois, bien que chaque site ait réalisé l'essai à des époques différentes et sur une durée variable. À la fin de la période d'essai, chaque site pilote a remis un rapport détaillé décrivant les résultats de l'essai et leur expérience concernant l'utilisation du présent guide. Ces rapports ont servi à réviser et améliorer le guide,

mais également à vous fournir des exemples sur la façon d'utiliser un bon nombre de ces indicateurs.

Au moment où le présent guide a été imprimé, les sites pilotes ayant effectué l'essai sur le terrain avaient fait part des points suivants:

- ❑ Ils ont pu faire correspondre les buts et objectifs de leur AMP avec ceux du présent guide.
- ❑ Ils ont pu sélectionner les indicateurs pertinents pour leur site.
- ❑ Ils ont pu mesurer les indicateurs en utilisant les méthodes et grâce à la participation et l'expertise des différents professionnels et des autres parties prenantes sur leur site.
- ❑ Les contraintes les plus courantes ont été le délai limité pour mesurer les indicateurs, la gêne occasionnée par les activités saisonnières et les conditions météorologiques, le manque d'expérience pour la réalisation des évaluations et le manque de familiarité avec certains indicateurs et certaines méthodes.

Cette annexe présente des données récapitulatives sur chacun des sites ayant participé à l'Initiative pour la gestion efficace des AMP lancée par le WWF et la CMAP (Commission mondiale des aires protégées) – milieu marin.

 Pour de plus amples informations sur les sites pilotes d'AMP, veuillez vous référer à l'adresse suivante <http://effectiveMPA.noaa.gov/sites/pilotsites.html>



NELSON BOISVERT/PARKS CANADA

L'écotourisme tel que le kayak de mer est souvent perçu comme une source de revenus, mais plusieurs sites pilotes ont fait part de leurs préoccupations concernant l'impact de cette activité sur l'environnement.

Localisation des AMP pilotes



- 1) Parc national du Banc D'Arguin (Mauritanie)
- 2) Réserve de biosphère du Banco Chinchorro (Mexique)
- 3) Parc national de Bunaken et Réserve marine de Pulau Sebesi Marine (Indonésie)
- 4) Sanctuaire marin national des Channel Islands (États-Unis)
- 5) Réserve marine d'Extrême-Orient (Russie)
- 6) Réserve marine des îles Galapagos (Équateur)
- 7) Réserve marine Hol Chan (Belize)
- 8) Aire marine protégée de l'île Lenger (Micronésie)
- 9) Parc national de Baya Loreto (Mexique)
- 10) Parc marin de l'île Mafia (Tanzanie)

- 11) Aire de conservation de Managaha & Réserve de poissons de Sasanhaya (Commonwealth des îles Mariannes du Nord)
- 12) Aire marine protégée de Miramare (Italie)
- 13) Aire de conservation de Ngemai et Frayère de mœurs du canal d'Ulong (Palaos)
- 14) Réserve de Piti Bomb Hole & Réserve du plateau récifal d'Achang (Guam)
- 15) Réserve de biosphère côtière de Sian Ka'an (Mexique)
- 16) Parc national marin du récif de Tubbataha (Philippines)
- 17) Réserve de biosphère du golfe supérieur de Californie et du delta du Colorado (Mexique)
- 18) Parc marin du Saguenay-Saint-Laurent (Canada)



VEM = Vastes écosystèmes marins. Pour de plus amples informations:
<http://www.edc.uri.edu/lme/>

PMR = Programme pour les mers régionales. Pour de plus amples informations:
<http://www.unep.ch/seas/mappage1.html>

Aires (de petite taille ≤ 20 km²; de taille moyenne 21–1 999 km²; de grande taille ≥ 2000 km²)

Réserve du plateau récifal d'Achang (Guam)

- VME: non applicable.
- PMR: Pacifique Sud
- Date de création:** Instaurée le 16 mai 1997 (loi publique de Guam 24–21), mais entrée pleinement en vigueur au 1er janvier 2001
- Superficie (km²):** 4,85 (petite)
- Type d'écosystème:**
 - Récif corallien
 - Herbiers
 - Mangroves
 - Petit chenal estuarien et lagon
- Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Les mangroves et herbiers sont un important site de reproduction pour de nombreux animaux marins juvéniles, notamment les poissons de récifs dans le sud de Guam.
- Objectif de gestion:** Non exploitable (mais la pêche saisonnière est autorisée pour les chimères et chinchards juvéniles).
- Type de structure de gestion:** Conventiennelle
- Coordonnées géographiques (approx.):** 13°15'N, 144°40'E
- Région du monde:** Tropicale
- Grande ville la plus proche:** Hagatna (Agana)

Parc national du Banc D'Arguin (Mauritanie)

- VEM: Courant des Canaries
- PMR: Programme d'Afrique de l'Ouest et centrale
- Date de création:** 1976
- Superficie (km²):** 12,000 (grande)

- Type d'écosystème:**
 - Dunes de sable
 - Herbiers
 - Vasières
 - Îles et îlots de sable
- Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Vastes étendues d'herbiers et de vasières (environ 500 km²), offrant des conditions idéales pour la reproduction et la croissance de nombreuses espèces d'oiseaux, de poissons, de crustacés et coquillages, de mammifères marins et de tortues de mer.
- Objectif de gestion:** Multiple
- Type de structure de gestion:** Conventiennelle
- Coordonnées géographiques:** 16°45' O 19°21' N–20°50' N
- Région du monde:** Semi-aride
- Grande ville la plus proche:** Nouakchott

Réserve de biosphère du Banco Chinchorro (Mexique)

- VEM: Mer des Caraïbes
- PMR: Région caraïbe
- Date de création:** 19 Juillet 1996
- Superficie (km²):** 1,444 (moyenne)
- Type d'écosystème:**
 - Récifs coralliens
 - Herbiers
 - Mangroves
 - Terrains sablonneux
- Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** La plus grande formation du Système de récifs des Caraïbes méso-américains, avec 52 494,83 hectares de lagune formée par des récifs, quatre cayes (475,22 hectares), et des lagunes intérieures (121,93 hectares).
- Objectif de gestion:** Multiple
- Type de structure de gestion:** Conventiennelle
- Coordonnées géographiques:** 18°48'–18°21'N/ 87°11'–87°28' O
- Région du monde:** Caraïbes mésoaméricains
- Grande ville la plus proche:** Chetumal, située à 130km de Mahahual

Bird Island (île aux Oiseaux) (Commonwealth des îles Mariannes du Nord – CNMI)

- VEM: Non applicable
- PMR: Programme régional océanien de l'environnement (PROE)
- Date de création:** Avril 2001
- Superficie (km²):** 1.3 (petite)
- Type d'écosystème:**
 - Calcaire natif
 - Récif corallien frangeant
 - Forêt
- Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Récif corallien frangeant, cheminée utilisée comme trou d'eau pour nager et accès de plongée vers les tunnels sous-marins, cavernes et récifs frangeants, et île rocheuse «off shore» abritant une colonie de nidification d'oiseaux de mer.
- Objectif de gestion:** Non exploitable
- Type de structure de gestion:** Conventiennelle
- Coordonnées géographiques:** 145°48' E & 15°15' N. Limites: 1000 pieds à partir de la limite de la mer à marée basse et 500 pieds vers la terre
- Région du monde:** Tropicale
- Grande ville la plus proche:** San Roque, Saipan

Parc national de Bunaken (Indonésie)

- VEM: Mer d'Indonésie
- PMR: Mers de l'Asie orientale
- Date de création:** 1991
- Superficie (km²):** 790 (moyenne)
- Type d'écosystème:**
 - Récif corallien
 - Mangrove
 - Herbiers
 - Mur côtier et fossés en profondeur
- Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Divers coraux et communautés de poissons de récifs coralliens, diversité et abondance de mangroves et herbiers abritant des populations de dugongs et de tortues de mer, et de coelacanthes, groupe récemment découvert.

- Objectif de gestion:** Multiple
- Type de structure de gestion:** Cogestion
- Coordonnées géographiques:** 1°35'N; 124°44'E
- Région du monde:** Tropicale
- Grande ville la plus proche:** Manado, Sulawesi Nord

Sanctuaire marin national des Channel Islands (États-Unis d'Amérique)

- VEM: Courant de Californie
- PMR: Pacifique Nord-Est
- Date de création:** 1980
- Superficie (km²):** 4,349 (grande)
- Type d'écosystème:**
 - Forêt de varech
 - Intertidal rocheux
- Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** non applicable.
- Objectif de gestion:** Non applicable
- Type de structure de gestion:** Cogestion
- Coordonnées géographiques:** 34°N, 120°O
- Région du monde:** Pacifique tempéré
- Grande ville la plus proche:** Santa Barbara, CA

Réserve marine d'Extrême-Orient (Fédération de Russie)

- VEM: Mer du Japon
- PMR: Pacifique Nord-Ouest
- Date de création:** 24 Mars 1978
- Superficie (km²):** 0.64 (petite)
- Type d'écosystème:**
 - Rivage rocheux
- Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Environnement côtier marin et insulaire de la baie de Pierre le Grand abritant plus de 2 700 espèces marines (dont beaucoup sont protégées dans le monde entier).
- Objectif de gestion:** Multiple
- Type de structure de gestion:** Conventiennelle

- ❑ **Coordonnées géographiques (approx.):** 42.5°N, 131.5°E
- ❑ **Région du monde:** Tempérée et sub-tropicale
- ❑ **Grande ville la plus proche:** Vladivostok

Réserve marine des îles Galapagos (Équateur)

- ❑ **VEM:** Non applicable
- ❑ **PMR:** Pacifique Sud-Est
- ❑ **Date de création:** 1998
- ❑ **Superficie (km²):** 135,000 (grande)
- ❑ **Type d'écosystème:**
Zone de remontée
Substratum volcanique
- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Les eaux côtières hautement productives abritent une riche chaîne alimentaire (du plancton aux requins en passant par les baleines, mais également plantes terrestres, insectes et oiseaux). Les îles Galapagos sont situées sur l'équateur mais se trouvent également sur le trajet de courants sous-marins froids, riches en éléments nutritifs, deux aspects conjugués qui les placent à part par rapport aux principaux groupes d'îles. Ici, des coraux, des raies manta et d'autres plantes et animaux caractéristiques des mers tropicales cohabitent avec des pingouins, des otaries à fourrure et des espèces typiques des eaux froides.
- ❑ **Objectif de gestion:** Multiple
- ❑ **Type de structure de gestion:** Cogestion
- ❑ **Coordonnées géographiques:** 2°S/2°N, 89°/92°O
- ❑ **Région du monde:** Tropical/aride
- ❑ **Grande ville la plus proche:** Guayaquil

Réserve marine Hol Chan (Belize)

- ❑ **VEM:** Mer des Caraïbes
- ❑ **PMR:** Région caraïbe
- ❑ **Date de création:** 2 Mai 1997
- ❑ **Superficie (km²):** 8 (petite)
- ❑ **Type d'écosystème:**
Récif corallien
Herbier
Mangrove

- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Le statut de réserve a été demandé par la communauté et par des organisations internationales en raison de la formation unique du chenal, de l'abondance des ressources en poissons (y compris les conques et homards) et de la possibilité d'inclure un réseau d'habitats (récif corallien, herbier et mangrove) dans ce site.
- ❑ **Objectif de gestion:** Multiple
- ❑ **Type de structure de gestion:** Cogestion (semi-gouvernementale)
- ❑ **Coordonnées géographiques (approx.):** 17.7°N, 87.7°O
- ❑ **Région du monde:** Caraïbes mésoaméricaines
- ❑ **Grande ville la plus proche:** San Pedro, Caye Caulker

Aire marine protégée de l'île Lenger (île de Pohnpei, États fédérés de Micronésie)

- ❑ **VEM:** Non applicable
- ❑ **PMR:** Programme régional océanien de l'environnement (PROE)
- ❑ **Date de création:** Février 2001
- ❑ **Superficie (km²):** 2 (petite)
- ❑ **Type d'écosystème:** Récif corallien
- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Site de ponte et de rassemblement des siganidae; éclosier de tortues; diverses espèces invertébrées; et base de la Seconde Guerre Mondiale.
- ❑ **Objectif de gestion:** Non exploitable
- ❑ **Type de structure de gestion:** Communautaire
- ❑ **Coordonnées géographiques:** 7°N, 158°13'E
- ❑ **Région du monde:** Tropicale
- ❑ **Grande ville la plus proche:** Kolonia

Parc national de Baya Loreto (Mexique)

- ❑ **VEM:** Golfe de Californie
- ❑ **PMR:** Pacifique Nord-Est
- ❑ **Date de création:** 19 Juillet 1996

- ❑ **Superficie (km²):** 2,065 (grande)
- ❑ **Type d'écosystème:**
Végétation de dune
Brousse subdésertique
Mangrove
Récif rocheux
Vasières et platins de sable
Rodolites
- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Ichtyofaune d'au moins 260 espèces. Cinq espèces de tortues de mer dans le golfe de Californie sont présentes dans le parc; elles sont toutes protégées. Des oiseaux terrestres (90) et aquatiques (110) composent l'avifaune. 30 espèces de mammifères marins sur 35 espèces relevées dans le golfe de Californie (dont neuf sont protégées).
- ❑ **Objectif de gestion:** Multiple
- ❑ **Type de structure de gestion:** Conventiennelle
- ❑ **Coordonnées géographiques:** 25°35'-26°07'N, 110°45'-111°21'O
- ❑ **Région du monde:** Semi-aride
- ❑ **Grande ville la plus proche:** Loreto et La Paz (Basse Californie du Sud)

Parc marin de l'île Mafia (Tanzanie)

- ❑ **VEM:** Courant Agulhas
- ❑ **PMR:** Afrique orientale
- ❑ **Date de création:** 1995
- ❑ **Superficie (km²):** 822 (moyenne)
- ❑ **Type d'écosystème:**
Mangroves
Herbiers
Récifs coralliens
Platiers intertidaux
Lagune
Forêt côtière
- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** L'archipel est formé de plusieurs îles de très grande taille et d'atolls coralliens inhabités. En raison de sa localisation le long de la barrière, l'île est un lieu de rassemblement pour les gros poissons océaniques et une grande variété de poissons communs aux récifs coralliens de l'océan Indien. Le parc ne compte pas moins de 400 espèces de poissons.
- ❑ **Objectif de gestion:** Multiple

- ❑ **Type de structure de gestion:** Conventiennelle avec une part de cogestion
- ❑ **Coordonnées géographiques:** 7°45'-8°9'S, 39°54'-39°30'E
- ❑ **Région du monde:** Tropicale
- ❑ **Grande ville la plus proche:** Dar es-Salaam

Aire marine protégée de Miramare (Italie)

- ❑ **VEM:** Méditerranéen
- ❑ **PMR:** Méditerranéen
- ❑ **Date de création:** 1986
- ❑ **Superficie (km²):** 1.2 (Petite)
- ❑ **Type d'écosystème:**
Zone de marées
Rivage rocheux
Substrat meuble
- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Miramare est axée sur les activités éducatives et la recherche scientifique, concernant notamment la biologie de la reproduction des poissons et la qualité de l'eau.
- ❑ **Objectif de gestion:** Non exploitable
- ❑ **Type de structure de gestion:** Cogestion
- ❑ **Coordonnées géographiques:** 45°42'N, 13°42'E
- ❑ **Région du monde:** Mer Méditerranée
- ❑ **Grande ville la plus proche:** Trieste

Ngemelis (Palau)

- ❑ **VEM:** Non applicable.
- ❑ **PMR:** Pacifique Sud
- ❑ **Date de création:** 1995
- ❑ **Superficie (km²):** 30 (moyenne)
- ❑ **Type d'écosystème:**
Récif corallien
- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Mur récifal très varié.
- ❑ **Objectif de gestion:** Non exploitable
- ❑ **Type de structure de gestion:** Conventiennelle
- ❑ **Coordonnées géographiques (approx.):** 7.2°N, 134.6°E

- ❑ **Région du monde:** Pacifique tropical
- ❑ **Grande ville la plus proche:** Koror

Réserve de Piti Bomb Hole (Guam)

- ❑ **VEM:** Non applicable
- ❑ **PMR:** Pacifique Sud
- ❑ **Date de création:** 16 Mai 1997
- ❑ **Superficie (km²):** 3.36 (petite)
- ❑ **Type d'écosystème:**
Récif corallien
Herbiers clairsemés
- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:**
Pâtés de corail extensifs dans des trous de dissolution uniques à l'intérieur du platier de Piti. Le site comprend divers habitats nécessaires au cycle de vie des animaux marins.
- ❑ **Objectif de gestion:** Non exploitable
- ❑ **Type de structure de gestion:** Conventiennelle
- ❑ **Coordonnées géographiques (approx.):**
13°27'N, 144°42'E
- ❑ **Région du monde:** Pacifique tropical
- ❑ **Grande ville la plus proche:** Hagatna (Agana)

Parc marin du Saguenay–Saint-Laurent (Canada)

- ❑ **VEM:** Plateau continental du Labrador-Terre-Neuve
- ❑ **PMR:** Non applicable
- ❑ **Date de création:** 8 Juin 1998
- ❑ **Superficie (km²):** 1,138 (moyenne)
- ❑ **Type d'écosystème:**
Eaux froides de l'estuaire
Vasières
Falaises sous-marines
Zones de remontée d'eau froide, riches en éléments nutritifs
Fjord
Marais
- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Établie pour la protection de la population gravement appauvrie et menacée des bélugas. C'est une aire d'alimentation estivale importante pour de nombreuses espèces de baleines en cours de migration à

partir de l'Atlantique Nord. Rorquals communs, petits rorquals, baleines bleues, et rorquals à bosse sont autant d'espèces qui convergent vers cet endroit pour se délecter des fortes concentrations de krill qui se trouvent dans les eaux riches en éléments nutritifs.

- ❑ **Objectif de gestion:** Multiple
- ❑ **Type de structure de gestion:** Conventiennelle (gouvernements fédéral et provincial)
- ❑ **Coordonnées géographiques (approx.):**
47°39'–48°23' N, 69°17'–70°42' W
- ❑ **Région du monde:** Froide tempérée
- ❑ **Grande ville la plus proche:** Saguenay et Rivière-du-Loup (à 15km)

Réserve de poissons de Sasanhaya (îles Mariannes)

- ❑ **VEM:** Non applicable
- ❑ **PMR:** Pacifique Sud
- ❑ **Date de création:** Octobre 1994
- ❑ **Superficie (km²):** 0.8 (petite)
- ❑ **Type d'écosystème:**
Récif corallien frangeant
Réserves de poissons
- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Caractéristiques uniques des coraux; site connu pour la plongée; récif corallien frangeant; épaves historiques de la Seconde Guerre Mondiale
- ❑ **Objectif de gestion:** Non exploitable
- ❑ **Type de structure de gestion:** Conventiennelle
- ❑ **Coordonnées géographiques (approx.):**
14°07'05" N, 145°10' E,
- ❑ **Région du monde:** Pacifique tropical
- ❑ **Grande ville la plus proche:** Song Song, Rota

Réserve de biosphère de Sian Ka'an (Mexique)

- ❑ **VEM:** Mer des Caraïbes
- ❑ **PMR:** Région caraïbe
- ❑ **Date de création:** 20 Janvier 1986
- ❑ **Superficie (km²):** 6,000 (grande)

- ❑ **Type d'écosystème:**
Récif corallien
Lagune côtière
Mangrove
Forêt tropicale
- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Récif corallien et plate-forme de 120km de long et 60m de profondeur côté mer des Caraïbes, appartenant au deuxième plus grand récif corallien au monde.
- ❑ **Objectif de gestion:** Multiple
- ❑ **Type de structure de gestion:** Conventiennelle
- ❑ **Coordonnées géographiques (approx.):**
19°05'–20°06'N, 87°30'–87°58'O
- ❑ **Région du monde:** Caraïbes mésoaméricains
- ❑ **Grande ville la plus proche:** Cancun et Carrillo Puerto

Parc national marin du récif de Tubтатаha (Philippines)

- ❑ **VEM:** Mers de Sulu et de Célèbes
- ❑ **PMR:** Mers de l'Asie orientale
- ❑ **Date de création:** 11 Août 1998
- ❑ **Superficie (km²):** 332 (moyenne)
- ❑ **Type d'écosystème:**
Atoll
Récif corallien
- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Récif d'atoll caractérisé par une très forte densité d'espèces marines; l'Îlot du Nord sert de site de nidification pour les oiseaux et les tortues marines. Récif corallien vierge avec un mur perpendiculaire de 100m, de vastes lagunes et deux îles coralliennes.
- ❑ **Objectif de gestion:** Non exploitable

- ❑ **Type de structure de gestion:** Cogestion
- ❑ **Coordonnées géographiques:** 8°45'–9°00'N, 119°45'–120°04'E
- ❑ **Région du monde:** Tropicale
- ❑ **Grande ville la plus proche:** Puerto Princesa, Palawan

Réserve de biosphère du golfe supérieur de Californie et du delta du Colorado (Mexique)

- ❑ **VEM:** Golfe de Californie
- ❑ **PMR:** Pacifique Nord-Est
- ❑ **Date de création:** 10 Juin 1993
- ❑ **Superficie (km²):** 9,340 (grande)
- ❑ **Type d'écosystème:**
Zones humides
Zones côtières peu profondes
Delta
Estuaire
- ❑ **Description des ressources spéciales; caractéristiques écologiques importantes; raisons justifiant l'instauration d'une aire protégée:** Habitats marins/côtiers: zones marines/côtières peu profondes, semi-ouvertes, au substrat meuble et littoral sablonneux/boueux, zones rocheuses (lumachelles), plaine d'inondation du delta (zones humides intertidales et saumâtres, sebkhas). Habitats terrestres: dunes de sable de Gran Desierto, désert San Felipe (désert Sonora)
- ❑ **Objectif de gestion:** Multiple
- ❑ **Type de structure de gestion:** Conventiennelle
- ❑ **Coordonnées géographiques:** 21°–22.5°N; 113°–116°W
- ❑ **Région du monde:** Subtropical
- ❑ **Grande ville la plus proche:** San Diego, CA, et Mexicali, Mexico

GLOSSAIRE

Abiotique: facteurs non biologiques jouant un rôle important dans l'environnement d'un organisme (par exemple, substrat, température, courants, pH).

Abondance (de l'espèce): nombre d'individus d'une espèce particulière dans une zone définie.

Responsabilisation: pour les besoins de ce guide, ce terme implique le fait d'être responsable, soumis à l'obligation de rendre compte, d'expliquer ou de justifier l'instauration d'une AMP, ses résultats et ses échecs, et les ressources (matérielles, financières et humaines) consacrées à son fonctionnement.

Gestion adaptative: processus itératif consistant à vérifier systématiquement des hypothèses, à générer un apprentissage par l'évaluation de ces vérifications, et à continuer de revoir et d'améliorer les pratiques de gestion. Dans le contexte des aires protégées, la gestion adaptative conduit à améliorer l'efficacité et à progresser vers la réalisation des buts et objectifs.

Affectation des ressources: processus de distribution des ressources entre les différentes parties prenantes ou intéressées.

Évaluation: détermination ou estimation du résultat atteint par rapport à des critères préétablis, en l'occurrence, les objectifs pour lesquels les aires protégées ont été instaurées. De telles évaluations peuvent être basées sur des informations de sources multiples, mais les données de base sur lesquelles elles devraient être essentiellement fondées sont les données de surveillance (Hockings *et al.*, 2000).

Public: participants, lecteurs, spectateurs ou auditeurs (parties prenantes ou groupes d'intérêts des AMP).

Carte de base: carte contenant des caractéristiques géographiques visant à se repérer dans l'espace.

Benthique (espèce): organisme vivant et/ou se reproduisant dans la zone benthique.

Benthique (zone): subdivision primaire des océans englobant le fond de la mer.

Biomasse: quantité de matière organique (organismes vivants), exprimée en poids, par unité de surface ou de volume.

Biote: ensemble des organismes vivants occupant un écosystème.

Bâton brisé: modèle statistique de distribution aléatoire des ressources entre les espèces: comme si un bâton était brisé en plusieurs morceaux, mais que la taille de chaque morceau ne dépendait d'aucun rapport sous-jacent.

Feuille de codage: liste des données recueillies et des codes correspondants.

Cogestion: partenariat dans le cadre duquel le gouvernement et les parties prenantes partagent l'autorité et la responsabilité du processus décisionnel concernant la gestion des ressources. Elle peut prendre de multiples formes et implique un

haut niveau de participation des parties prenantes.

Communauté (biophysique): ensemble de toutes les populations – diverses et en interaction – d'organismes (biote) d'une zone géographique donnée, qu'ils soient indigènes ou exotiques.

Communauté (humaine/sociale): groupe de personnes avec des intérêts communs (vivant éventuellement dans un endroit donné).

Composition de la communauté: diversité et indication de toutes les espèces présentes dans une communauté et de leur abondance relative (par rapport à d'autres espèces). La richesse, la dominance, la diversité et la relative abondance des espèces constituent l'ensemble des caractéristiques de la composition d'une communauté.

Gestion communautaire: gestion orientée sur les personnes et la communauté, impliquant une forte participation des parties prenantes locales.

Groupes témoins: ensemble de personnes servant de base de comparaison à un groupe expérimental. Les personnes du groupe témoin présentent des caractéristiques similaires à celles du groupe expérimental et sont choisies de façon aléatoire.

Cryptiques (espèces): espèces difficiles à trouver en raison de leurs caractéristiques (cycle biologique, exigences écologiques, comportements alimentaires, etc.), ou pouvant être considérées comme rares.

Base de données: lieu de stockage des données saisies. Ensemble de données organisé de façon spécifique pour permettre une recherche et consultation rapides.

Nettoyage de données: opération consistant à vérifier l'intégrité et l'exactitude de l'ensemble de données.

Codage de données: processus consistant à traduire chaque point de référence en préparation de l'analyse.

Saisie de données: processus (souvent long et fastidieux) qui consiste à déplacer les données codées, nettoyées vers un lieu de stockage permanent à partir duquel les données pourront être exportées pour analyse.

Gestion de données: opération, processus ou moyen permettant de gérer des données. Cela peut inclure la compilation, le stockage, la sauvegarde, le listage, l'organisation, l'extraction, la recherche, la manipulation et la diffusion de données (Lake and Water Word Glossary – <http://www.nalms.org/glossary/glossary.htm>).

Écotone: zone de transition entre deux habitats distincts, où se superposent des populations d'organismes de différents habitats attenants, et où il existe des organismes propres à cette zone de transition.

Évaluation de l'impact sur l'environnement: évaluation des impacts environnementaux susceptibles de découler d'une action majeure (c'est-à-

dire, d'une loi, d'une politique, d'un programme ou d'un projet, etc.) affectant considérablement l'environnement.

Plan de travail de l'évaluation: programme d'action, mode opératoire prévu à l'avance pour réaliser une évaluation de l'efficacité (cf. Encadré 6).

Espèce focale: organisme ayant de la valeur sur le plan écologique et/ou humain et qui présente un intérêt prioritaire pour la gestion par l'intermédiaire de l'AMP.

Réseau trophique: représentation du flux d'énergie entre les populations d'une communauté.

Intégrité du réseau trophique: mesure du soutien (pour les membres de la communauté) et de la fiabilité des relations trophiques dans les chaînes alimentaires interconnectées d'une communauté.

Connaissances formelles: niveau de sensibilisation à l'information généré par la communauté scientifique et caractérisant les groupes de parties prenantes et d'utilisateurs concernant l'AMP et les impacts sur l'écosystème.

Système d'information géographique (SIG): ensemble organisé de matériels, logiciels, données géographiques et personnels destiné à saisir, stocker, actualiser, manipuler, analyser et visualiser toutes les formes d'informations géoréférencées qui peuvent provenir de différentes sources, à la fois statistiques et adressées (Système de référence terminologique EPA).

But: déclaration générale sur ce que l'AMP vise à atteindre.

Habitat: espace occupé par un organisme, une population ou une communauté pour y vivre, et caractérisé à la fois par ses propriétés biotiques et physiques. Les habitats se distinguent par leur composition biotique et abiotique distincte et leur structure propre qui constitue l'espace vital.

Complexité de l'habitat: étendue (superficie en km²) et diversité (nombre) des types d'habitat et des zones distinctes figurant dans une région donnée.

Répartition de l'habitat: structure et caractérisation spatiale de tous les types d'habitats représentés.

Intégrité de l'habitat: caractérise dans quelle mesure la répartition et la complexité de l'habitat d'une région donnée vont résister au temps.

Indicateur: unité d'information, mesurée en fonction du temps, permettant de démontrer l'évolution des attributs spécifiques de votre AMP. Cela vous aide à comprendre où vous êtes, où vous allez et à quelle distance vous êtes de votre objectif (adaptation de Hockings *et al.*, 2000).

Intertidale (zone): zone située entre le niveau des plus hautes marées et celui des plus basses marées annuelles.

Informateurs clés: personnes qui, compte tenu de leur rang, expérience ou connaissances, sont

capables de fournir des informations étendues et approfondies sur un sujet ou une situation spécifique (adaptation de Bunce *et al.*, 2000).

Log-normal: modèle statistique de distribution des ressources entre les espèces déterminé par un certain nombre de facteurs interdépendants. Cela conduit à une distribution log-normale dans les classes d'abondance, ce qui signifie que le nombre d'espèces entrant dans chaque classe est mis en relation avec la valeur log de la catégorie de classe.

Organisme de gestion: institution (conseil d'administration, comité exécutif, commission consultative) qui supervise la façon dont l'AMP est gérée et utilisée.

Efficacité de la gestion: reflète dans quelle mesure les initiatives en matière de gestion permettent d'atteindre les buts et objectifs d'une aire protégée.

Aire marine protégée (AMP): zone de terrain intertidal ou subtidal, avec ses eaux surjacentes ainsi que la flore, la faune et les caractéristiques historiques et culturelles associées, classée par la loi ou tout autre procédé efficace afin de protéger tout ou partie de l'environnement compris dans ses limites (UICN – Union mondiale pour la nature).

Diffusion de messages: processus destiné à partager les résultats d'évaluation avec un public cible; il devra prévoir quels seront les messages et les formats à utiliser pour communiquer les résultats.

Néritique (zone): régions peu profondes d'un lac ou océan, limitrophes avec la terre. Ce terme est également utilisé pour désigner le biote occupant les eaux en bordure d'un lac ou d'un océan.

Valeur non marchande: valeur économique des activités qui ne font l'objet d'aucun commerce sur aucun marché, englobant les usages directs (par exemple, des plongeurs qui se sont rendus à l'AMP par des moyens privés) et les usages indirects (par exemple, l'assistance biologique apportée à travers des nutriments, l'habitat des poissons et la protection côtière contre les ondes de tempête).

Valeur de non usage: valeur associée à aucun usage et englobant la valeur d'existence (satisfaction procurée par la certitude que la ressource existe dans certaines conditions), la valeur d'option (satisfaction procurée par la possibilité d'utiliser la ressource à l'avenir), et la valeur de transmission (satisfaction procurée par l'assurance que la ressource sera disponible pour les générations futures).

Zone non exploitable: aire totalement (ou selon la saison) exempte de tout usage humain à des fins extractives ou non extractives générant un impact (quelques exceptions sont autorisées pour des activités scientifiques/de recherche). On parle également de «réserves» ou de «zone totalement protégée».

Objectif: énoncé spécifique des tâches à accomplir pour atteindre un but associé.

Échelle ordinale: échelle de mesure permettant d'établir une relation d'ordre entre les valeurs d'une variable pour observer des tendances globales. Elle donne une indication de la position d'une valeur par rapport aux autres («plus grande que» ou «plus petite que»).

Résultats: conséquences, effets ou impacts réels des actions de gestion. Les produits permettent d'évaluer le degré de réalisation des objectifs en matière de gestion.

Produits: biens et/ou services ou réalisations d'un programme de travail prévu, qui résultent d'une activité de gestion.

Participatif (Participation): processus impliquant/offrant la possibilité pour un individu (toute partie prenante appropriée) de prendre part à la gestion.

Phénologie: relations entre les conditions de l'environnement (par exemple, le climat ou la température) et les phénomènes biologiques périodiques (par exemple, la reproduction).

Praticien: personne expérimentée, rompue aux pratiques et techniques dans le domaine de la conservation.

Qualitatives (données): données non numériques, se présentant souvent sous la forme de données catégoriques (par exemple, préférence, avis, attitudes, etc.)

Quantitatives (données): données numériques obtenues en mesurant des objets ou événements.

Succès du recrutement: déterminé par le degré du recrutement juvénile et le taux de survie enregistré parmi les populations d'organismes existant au sein d'une communauté.

Stratégie de communication des résultats: méthode soulignant la façon de communiquer les formats de présentation identifiés et affectés aux publics cibles.

Sédentaire (espèce): organisme vivant dans un endroit fixe, comme la plupart des plantes,

tuniciers, éponges, etc.

Entretien semi-structuré: entretien guidé (par exemple à l'aide de notes ou d'un questionnaire), mais autorisant une conversation ouverte. Il est recommandé lorsqu'on dispose d'une seule occasion d'interroger une personne.

Sessile (espèce): décrit un animal incapable de se déplacer, ou se déplaçant très peu: par exemple, coraux, éponges, balanes et ascidies.

Partie prenante: individu, groupe ou organisation influençant la stratégie de gestion d'une AMP donnée, ou s'y intéressant, y prenant part ou concerné d'une autre manière par celle-ci.

Stratégie: approche adoptée pour déployer vos efforts en matière de conservation et gestion de l'environnement; ce que vous allez réellement faire dans ce domaine.

Subtidal: zone située sous le niveau de la marée basse.

Taux de survie: probabilité de survivre à un processus ou événement (de recrutement).

Télémetrie: utilisation d'ondes radio, de lignes téléphoniques, etc., pour transmettre les résultats d'instruments de mesure vers un dispositif sur lequel ces résultats peuvent être indiqués ou enregistrés.

Menaces: facteurs ayant un impact immédiat sur la biodiversité, la sécurité alimentaire et les moyens de subsistance.

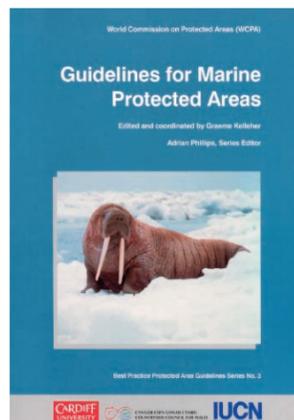
Niveau trophique: stade d'une chaîne ou d'un réseau alimentaire conduisant des producteurs primaires aux consommateurs primaires et secondaires en passant par les consommateurs herbivores.

Test t: test paramétrique statistique supposant une distribution normale. Le test t est approprié lorsque vous avez un seul intervalle dépendant et une variable dichotomique indépendante, et que vous voulez tester la différence de pouvoir de résolution d'un critère qui prend des valeurs différentes pour deux échantillons indépendants ou pour deux échantillons dépendants (pour plus de renseignements cf., par exemple, A. Agresti et B. Finlay, *Statistical Methods for the Social Sciences*. 3e édition, 1997).

TONY ECKERSLEY



AUTRES LIVRES DE L'UICN SUR LA CONSERVATION MARINE

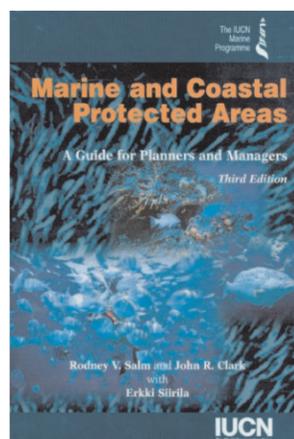


Guidelines for Marine Protected Areas (*Lignes directrices pour les aires marines protégées*)

Publié et coordonné par Graeme Kelleher
Directeur de la collection: Adrian Phillips

La création et la gestion efficace des aires marines protégées (AMP) sont en retard par rapport à celles des aires terrestres protégées, alors qu'elles sont tout aussi importantes. Le monde a besoin de toute urgence d'un système complet d'AMP en vue de préserver la biodiversité et d'aider à reconstruire la productivité des océans. Ces lignes directrices sont destinées à aider les pays à établir des systèmes d'AMP en tant qu'éléments clés d'une gestion intégrée des aires marines et côtières s'inscrivant dans le cadre de leur développement durable. Les différentes actions visant à rendre une AMP efficace sont énoncées, depuis les premières étapes de la planification jusqu'à la mise en œuvre. Les présentes lignes directrices sont destinées à aider les décideurs politiques, les planificateurs et les gestionnaires agissant sur le terrain, qu'ils travaillent sur la conservation de la nature ou sur l'utilisation durable des ressources marines.

Best Practice Protected Area Guidelines Series No. 3
ISBN 2-8317-0505-3, 1999 295 x 210mm, xxiv + 107pp., cartes en couleurs
£16.50, US\$24.75 N° de commande B542



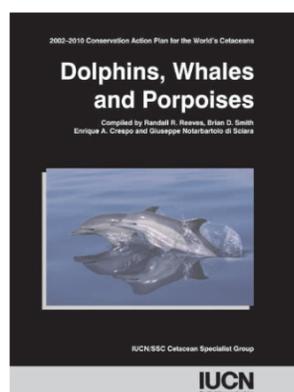
Marine and Coastal Protected Areas: A guide for planners and managers (*Aires marines et côtières protégées: guide à l'intention des planificateurs et gestionnaires*)

Rodney Salm, John Clark et Erkki Siirila, 3e Edition

Il s'agit de la nouvelle édition du manuel classique sur la gestion des aires marines protégées (AMP) dans les tropiques, publié à l'origine comme les conclusions du Congrès de Bali (1982) sur les parc mondiaux.

Les approches de la planification et de la gestion des AMP ont considérablement évolué. Entre autres avancées majeures on peut citer les mécanismes de financement novateurs, les partenariats avec le secteur privé et les ONG, et la gestion collaborative entre le gouvernement et les communautés côtières. C'est dans ce contexte qu'apparaissent de nouvelles approches pour la création et la gestion d'AMP qui sont plus participatives et impliquent les communautés à travers l'interaction et la collaboration plutôt que la prescription. Enrichie de nouvelles études de cas et illustrations, la nouvelle édition du guide offre une couverture résistante à l'eau, destinée à un usage sur le terrain. Elle est particulièrement destinée aux personnes impliquées dans la planification de systèmes d'AMP individuels et/ou nationaux et apporte un contexte philosophique aux AMP ainsi que des principes et approches de base.

ISBN 2-8317-0540-1, 2000 260 x 155mm, 387pp., b/w photos n/b
£20.50, US\$30.75 N° de commande B563



Dolphins, Whales and Porpoises (*Dauphins, baleines et marsouins*)

2002-2010 Conservation Action Plan for the World's Cetaceans
(plan d'action de préservation des cétacés dans le monde, 2002-2010)
Compilé par Randall Reeves, Brian D. Smith, Enrique A. Crespo et Giuseppe Notarbartolo di Sciara et le groupe spécialisé dans les cétacés de UICN/SSC

Une évaluation cohérente et de nouvelles recommandations d'action sont exigées des mesures de protection pour faire face à des menaces qui jusqu'à récemment n'étaient pas reconnues ou inexistantes. Le réchauffement global, la pollution sonore et la raréfaction des proies sont désormais des préoccupations majeures. Les risques déjà trop courants de tuer ces animaux accidentellement dans les engins de pêche et de les exposer à des substances chimiques toxiques demeurent quasiment impossibles à maîtriser. Le présent Plan d'action examine les menaces et propose des solutions possibles. Il comprend également une étude exhaustive de l'état des espèces et une liste de 57 projets de recherche et initiatives d'éducation recommandés.

ISBN 2-8317-0656-4, 2003 280 x 215mm, xi + 139pp., tableaux, photos n/b
£15.00, US\$22.50 N° de commande B1157